Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_1-DE

DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat
15, Avenue du Comminges
31260 Mane

Délibération n°2026-07-01

Nombre			
de membres en exercice 70	de membres présents 59 + 8 procurations	de suffrages exprimés Pour : 67 Contre : 0 Abstention : 0	Séance du : 25 juin 2026 Objet : Révision du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)

Titulaires présents :

Jean CAZES (Arbas), Nicolas RIFFET (Arbon), Michelle ROUX (Arguenos), Jean-Pierre VIALATTE (Arnaud-Guilhem), Laurent SANS (Aspet), Pascale MARASSE (Aspet), Dominique LASSERRE (Ausseing), Arlette BALLESTER (Auzas), Jean-Luc PICARD (Beauchalot), Isabelle ASO (Beauchalot), Raymond JOUBE (Belbèze-en-Comminges), Philippe SOUQUET (Cassagne), Joëlle GAILLARD (Cassagne), Gérard DENAT (Castillon-de-Saint-Martory), Lucie SENTENAC (Chein-Dessus), Jean-Luc AJAS (Couret), Jean-Louis PRADERE (Encausse-les-Thermes), Nicole DUCLAIR (Escoulis), Robert MARTIN (Estadens), Eric VERGE (Figarol), Jean-Pierre ESCAIG (Fougaron), Olivier LOUBET (Francazal), Jeannine REY (Ganties), Christophe DUFFAUT (Izaut-de-l'Hôtel), Max CHANET (Juzet-d'Izaut), Jean-Claude ROUBICHOU (Laffite-Toupière), Fréderic LAVAIL (Le Fréchet), Alain LASSERRE (Lestelle de Saint-Martory), Henri GOIZET (Mancioux), Marie-Christine GUALTER (Mane), Marielle CUGNO (Mane), Jean-Marc PEBE (Mane), Serge GHELARDINI (Marsoulas), Albert CIGAGNA (Mazères-sur-Salat), Pierre CAZENEUVE (Mazères-sur-Salat), Patrick CAPELLI (Milhas), Daniel WEISSBERG (Moncaup), Marie-Christine LLORENS (Montespan), Sylvie DUCHEIN (Montgaillard-de-Salies), Maryse MOURLAN (Montsaunès), Alain COLL (Portet d'Aspet), Martine REY (Roquefort-sur-Garonne), Raoul RASPEAU (Saint-Martory), Claudette ARJO (Saint-Martory), David GARDELLE (Saint-Martory), Jean-Pierre BARUTAUT (Saint-Médard), Gilles JUNQUET (Saleich), Sabine BASTIANELLI (Salies-du-Salat), Cécile MOLLE (Salies-du-Salat), Christophe BOUGIE (Salies-du-Salat), Patrick BISCARO (Salies-du-Salat), Sylvain JUNQUA (Sengouagnet), Vincent BOUE (Touille) et Véronique BUC (Urau).

Suppléants présents :

Ludovic LOZE (Castagnède), Laure TOMASETIG (His), Jean-François CIMOLINO (Proupiary), Joël HERNANDO (Rouède) et Annie DUZAC (Sepx).

Absents excusés et ayant donné procuration :

Patrick BARES (Aspet) a donné procuration à Laurent SANS, Gilles FAVAREL (Cabanac-Cazaux) a donné procuration à Sylvain JUNQUA, Jean-Benoît ABADIE (Cazaunous) a donné procuration à Patrick CAPELLI, Frédéric DAFFOS (Encausse-les-Thermes) a donné procuration à Jean-Louis PRADERE, Nathalie AUGUSTIN ROUCH (Herran) a donné procuration à Robert MARTIN, Jean-Pierre BARRERE (Razecueillé) a donné procuration à Marie-Christine LLORENS, Jean-Bernard PORTET (Roquefort-sur-Garonne) a donné procuration à Martine REY et Brigitte SEGARD (Soueich) a donné procuration à Maryse MOURLAN.

Absents excusés :

Martine CANAL (Castagnède), Henri RIBET (Castelbiague), Eric SAINT-MARTIN (His), Véronique MONTEGUT (Montastruc-de-Salies), Chantal NOMDEDEU (Proupiary), Martine VERGES (Rouède), Rémi BARBARESCO (Salies-du-Salat), Christine JULIEN (Sepx), Anaud BRANA (Cabanac-Cazaux), Pierre LACROUX (Cazaunous), Laurent MAFFRE (Herran), Josiane BARRERE (Razecueillé) et Fernand VIALA (Soueich).

* * *

L'an deux mille vingt-six et vingt-cinq juin, à vingt heures trente, le conseil communautaire, légalement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle du conseil communautaire de Mane, sous la présidence de Madame Marie-Christine LLORENS.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_1-DE

Etaient présents la majorité des membres en exercice.

Monsieur Albert CIGAGNA est désigné secrétaire de séance.

Monsieur Jean Luc AJAS, vice-président en charge de l'environnement, rappelle qu'en 2019 la Communauté de communes Cagire Garonne Salat ainsi que les Communautés de communes 5C et Pyrénées Haut-Garonnaises ont respectivement approuvé leur PCAET afin d'engager leurs territoires dans la transition énergétique, la lutte contre les effets du changement climatique, ainsi que dans la recherche d'adaptation à ce changement.

Cette démarche était :
- Obligatoire pour la 5C (EPCI de plus de 20 000 habitants)
- Volontaire pour Cagire Garonne Salat et Pyrénées Haut-Garonnaises

L'élaboration de ces plans climats a été menée dans le cadre d'une démarche mutualisée en collaboration avec le Pays Comminges Pyrénées et les trois Communautés de communes.

Ces PCAET ont été mis en place pour une durée de 6 ans avec un bilan obligatoire au terme de ces 6 années.

Les PCAET couvrant les territoires des Communautés de Communes Cagire Garonne Salat, Cœur et Coteaux du Comminges et Pyrénées Haut Garonnaises arrivent à échéance et doivent faire l'objet d'une révision.
Le bilan du PCAET de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat a été approuvé lors de la séance du conseil communautaire du 22 janvier 2026, et a permis d'évaluer l'avancement des actions engagées, les évolutions des indicateurs climat-air-énergie et les perspectives d'amélioration pour la période à venir.

Il est rappelé l'intérêt de poursuivre une démarche territoriale de planification et d'action en matière de transition énergétique, d'adaptation au changement climatique, de qualité de l'air et de développement des énergies renouvelables.
Il convient maintenant de s'interroger sur la révision du PCAET, avec différents scénarii possibles :

- PCAET unique sur tout le Pays Comminges Pyrénées
- PCAET intégré au SCOT du Pays Comminges Pyrénées en un document unique SCOT-PCAET
- PCAET dans chaque communauté de communes, avec la coordination du Pays Comminges Pyrénées
- Pas de PCAET pour la communauté de communes car non obligatoire / la 5C fait son PCAET car obligatoire
- La 5C fait son PCAET (car obligatoire) / le PNR fait un PCAET pour son territoire hors 5C

Monsieur AJAS propose de retenir le même fonctionnement que lors de la démarche précédente avec un PCAET dans chaque communauté de communes, coordonné par le Pays Comminges Pyrénées qui prévoira des actions communes.

Suite à un débat contradictoire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L.229-26 et R.229-51 et suivants relatifs aux Plans Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET),
Vu le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat Air Énergie Territorial,
Vu la délibération n°2017-03-11 du Comité Syndical du Pays Comminges Pyrénées en date du 28 avril 2017 confiant au Pays Comminges Pyrénées la mission d'élaboration d'une démarche de transition énergétique et écologique ambitieuse via une étude mutualisée d'élaboration d'un PCAET,
Vu la délibération n°2025-05-02 du Comité Syndical du Pays Comminges Pyrénées approuvant le bilan des PCAET du Comminges pour la période 2019-2025,

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_1-DE

Vu la délibération n°2026-01-03 en date du 22 janvier 2026 portant approbation du bilan du PCAET par la communauté de communes Cagire Garonne Salat,

L'assemblée décide de :

- ENGAGER la procédure de révision du PCAET couvrant le territoire du Comminges
- CONFIER au Pays Comminges Pyrénées la coordination des travaux préparatoires à cette révision, notamment la conduite des études, la mobilisation des partenaires et l'animation de la concertation territoriale
- CHOISIR, parmi les propositions présentées, le scénario selon lequel il existe un PCAET dans chaque communauté de communes, avec la coordination du Pays Comminges Pyrénées
- ACTER que le choix définitif du mode de portage de la future génération de PCAET (PCAET unique à l'échelle du Pays Comminges Pyrénées ou PCAET distincts à l'échelle des Communautés de Communes) sera arrêté ultérieurement par les collectivités compétentes, après analyse des différents scénarios et concertation entre les élus concernés
- AUTORISER Madame la Présidente à entreprendre toute démarche et à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision

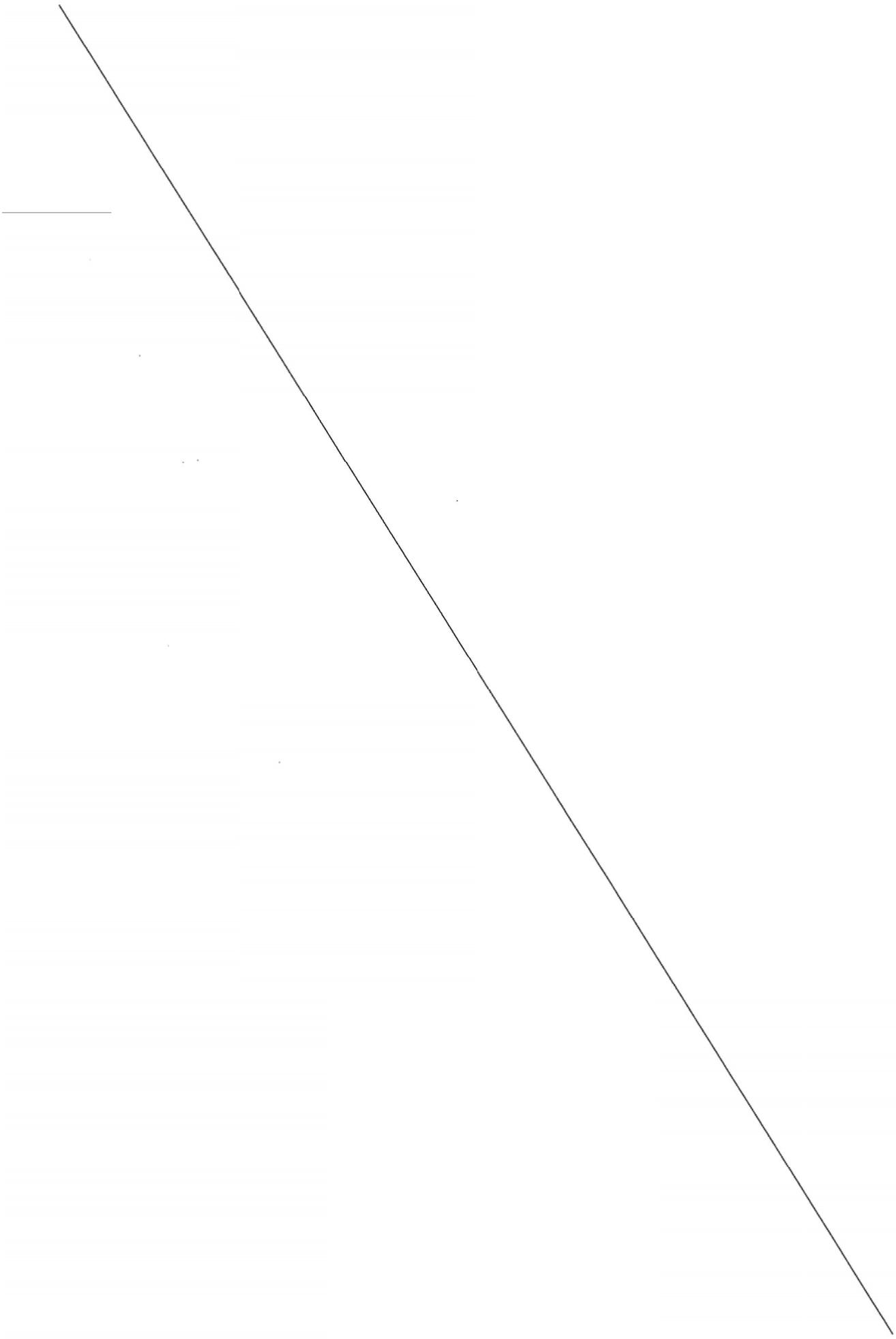
Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,
Marie-Christine LLORENS

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture le :
Et publié ou notifié le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_1-DE



Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_2-DE

DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat
15, Avenue du Comminges
31260 Mane

Délibération n°2026-07-02

Nombre			
de membres en exercice 70	de membres présents 59 + 8 procurations	de suffrages exprimés Pour : 67 Contre : 0 Abstention : 0	Séance du : 25 juin 2026 Objet : Modification de l'attribution de compensation 2026 pour la commune de Salies-du-Salat

Titulaires présents :

Jean CAZES (Arbas), Nicolas RIFFET (Arbon), Michelle ROUX (Arguenos), Jean-Pierre VIALATTE (Arnaud-Guilhem), Laurent SANS (Aspet), Pascale MARASSE (Aspet), Dominique LASSERRE (Ausseing), Arlette BALLESTER (Auzas), Jean-Luc PICARD (Beauchalot), Isabelle ASO (Beauchalot), Raymond JOUBE (Belbèze-en-Comminges), Philippe SOUQUET (Cassagne), Joëlle GAILLARD (Cassagne), Gérard DENAT (Castillon-de-Saint-Martory), Lucie SENTENAC (Chein-Dessus), Jean-Luc AJAS (Couret), Jean-Louis PRADERE (Encausse-les-Thermes), Nicole DUCLAIR (Escoulis), Robert MARTIN (Estadens), Eric VERGE (Figarol), Jean-Pierre ESCAIG (Fougaron), Olivier LOUBET (Francazal), Jeannine REY (Ganties), Christophe DUFFAUT (Izaut-de-l'Hôtel), Max CHANET (Juzet-d'Izaut), Jean-Claude ROUBICHOU (Laffite-Toupière), Fréderic LAVAIL (Le Fréchet), Alain LASSERRE (Lestelle de Saint-Martory), Henri GOIZET (Mancioux), Marie-Christine GUALTER (Mane), Marielle CUGNO (Mane), Jean-Marc PEBE (Mane), Serge GHELARDINI (Marsoulas), Albert CIGAGNA (Mazères-sur-Salat), Pierre CAZENEUVE (Mazères-sur-Salat), Patrick CAPELLI (Milhas), Daniel WEISSBERG (Moncaup), Marie-Christine LLORENS (Montespan), Sylvie DUCHEIN (Montgaillard-de-Salies), Maryse MOURLAN (Montsaunès), Alain COLL (Portet d'Aspet), Martine REY (Roquefort-sur-Garonne), Raoul RASPEAU (Saint-Martory), Claudette ARJO (Saint-Martory), David GARDELLE (Saint-Martory), Jean-Pierre BARUTAUT (Saint-Médard), Gilles JUNQUET (Saleich), Sabine BASTIANELLI (Salies-du-Salat), Cécile MOLLE (Salies-du-Salat), Christophe BOUGIE (Salies-du-Salat), Patrick BISCARO (Salies-du-Salat), Sylvain JUNQUA (Sengouagnet), Vincent BOUE (Touille) et Véronique BUC (Urau).

Suppléants présents :

Ludovic LOZE (Castagnède), Laure TOMASETIG (His), Jean-François CIMOLINO (Proupiary), Joël HERNANDO (Rouède) et Annie DUZAC (Sepx).

Absents excusés et ayant donné procuration :

Patrick BARES (Aspet) a donné procuration à Laurent SANS, Gilles FAVAREL (Cabanac-Cazaux) a donné procuration à Sylvain JUNQUA, Jean-Benoît ABADIE (Cazaunous) a donné procuration à Patrick CAPELLI, Frédéric DAFFOS (Encausse-les-Thermes) a donné procuration à Jean-Louis PRADERE, Nathalie AUGUSTIN ROUCH (Herran) a donné procuration à Robert MARTIN, Jean-Pierre BARRERE (Razecueillé) a donné procuration à Marie-Christine LLORENS, Jean-Bernard PORTET (Roquefort-sur-Garonne) a donné procuration à Martine REY et Brigitte SEGARD (Soueich) a donné procuration à Maryse MOURLAN.

Absents excusés :

Martine CANAL (Castagnède), Henri RIBET (Castelbiague), Eric SAINT-MARTIN (His), Véronique MONTEGUT (Montastruc-de-Salies), Chantal NOMDEDEU (Proupiary), Martine VERGES (Rouède), Rémi BARBARESCO (Salies-du-Salat), Christine JULIEN (Sepx), Anaud BRANA (Cabanac-Cazaux), Pierre LACROUX (Cazaunous), Laurent MAFFRE (Herran), Josiane BARRERE (Razecueillé) et Fernand VIALA (Soueich).

* * *

L'an deux mille vingt-six et vingt-cinq juin, à vingt heures trente, le conseil communautaire, légalement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle du conseil communautaire de Mane, sous la présidence de Madame Marie-Christine LLORENS.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_2-DE

Etaient présents la majorité des membres en exercice.

Monsieur Albert CIGAGNA est désigné secrétaire de séance.

Monsieur Jean CAZES, vice-président en charges des finances, rappelle que les attributions de compensation 2026, avec l'intégration des prestations de service en mutualisation comme en 2025, ont été votées en janvier 2026.

Il est prévu la correction annuelle des prestations mutualisées réellement réalisées l'année suivante par ajustement des attributions de compensation.

Toutefois, la commune de Salies-du-Salat a décidé de mettre fin, en avril 2026, à la prestation de secrétariat de mairie dont le coût 2026 avait été estimé à 43 052,03 €. Le coût réel réalisé de janvier à avril 2026 est de 14 714.31 €.

En conséquence, M. CAZES propose de recalculer l'attribution de compensation 2026 de Salies-du-Salat en la portant de 171 713.28 € à 200 051.00 €. Les attributions de compensation des autres communes restant inchangées pour 2026.

Suite à un débat contradictoire,

Vu l'article 1609 nonies C du Code général des impôts,
Vu l'article L5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération communautaire n°2026-01-04 du 22 janvier 2026,

L'assemblée décide de :

- ADOPTER le montant de 200 051.00 € pour l'attribution de compensation 2026 à destination de la commune de Salies-du-Salat
- PRECISER que les autres attributions de compensation des 54 autres communes restent inchangées et telles que prévues par la délibération du 22 janvier 2026.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,
Marie-Christine LLORENS

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture le :
Et publié ou notifié le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_3-DE

DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat
15, Avenue du Comminges
31260 Mane

Délibération n°2026-07-03

Nombre			Séance du : 25 juin 2026 Objet : Taxe de séjour
de membres en exercice 70	de membres présents 59 + 8 procurations	de suffrages exprimés Pour : 67 Contre : 0 Abstention : 0	

Titulaires présents :

Jean CAZES (Arbas), Nicolas RIFFET (Arbon), Michelle ROUX (Arguenos), Jean-Pierre VIALATTE (Arnaud-Guilhem), Laurent SANS (Aspet), Pascale MARASSE (Aspet), Dominique LASSERRE (Ausseing), Arlette BALLESTER (Auzas), Jean-Luc PICARD (Beauchalot), Isabelle ASO (Beauchalot), Raymond JOUBE (Belbèze-en-Comminges), Philippe SOUQUET (Cassagne), Joëlle GAILLARD (Cassagne), Gérard DENAT (Castillon-de-Saint-Martory), Lucie SENTENAC (Chein-Dessus), Jean-Luc AJAS (Couret), Jean-Louis PRADERE (Encausse-les-Thermes), Nicole DUCLAIR (Escoulis), Robert MARTIN (Estadens), Eric VERGE (Figarol), Jean-Pierre ESCAIG (Fougaron), Olivier LOUBET (Francazal), Jeannine REY (Ganties), Christophe DUFFAUT (Izaut-de-l'Hôtel), Max CHANET (Juzet-d'Izaut), Jean-Claude ROUBICHOU (Laffite-Toupière), Fréderic LAVAIL (Le Fréchet), Alain LASSERRE (Lestelle de Saint-Martory), Henri GOIZET (Mancioux), Marie-Christine GUALTER (Mane), Marielle CUGNO (Mane), Jean-Marc PEBE (Mane), Serge GHELARDINI (Marsoulas), Albert CIGAGNA (Mazères-sur-Salat), Pierre CAZENEUVE (Mazères-sur-Salat), Patrick CAPELLI (Milhas), Daniel WEISSBERG (Moncaup), Marie-Christine LLORENS (Montespan), Sylvie DUCHEIN (Montgaillard-de-Salies), Maryse MOURLAN (Montsaunès), Alain COLL (Portet d'Aspet), Martine REY (Roquefort-sur-Garonne), Raoul RASPEAU (Saint-Martory), Claudette ARJO (Saint-Martory), David GARDELLE (Saint-Martory), Jean-Pierre BARUTAUT (Saint-Médard), Gilles JUNQUET (Saleich), Sabine BASTIANELLI (Salies-du-Salat), Cécile MOLLE (Salies-du-Salat), Christophe BOUGIE (Salies-du-Salat), Patrick BISCARO (Salies-du-Salat), Sylvain JUNQUA (Sengouagnet), Vincent BOUE (Touille) et Véronique BUC (Urau).

Suppléants présents :

Ludovic LOZE (Castagnède), Laure TOMASETIG (His), Jean-François CIMOLINO (Proupiary), Joël HERNANDO (Rouède) et Annie DUZAC (Sepx).

Absents excusés et ayant donné procuration :

Patrick BARES (Aspet) a donné procuration à Laurent SANS, Gilles FAVAREL (Cabanac-Cazaux) a donné procuration à Sylvain JUNQUA, Jean-Benoît ABADIE (Cazaunous) a donné procuration à Patrick CAPELLI, Frédéric DAFFOS (Encausse-les-Thermes) a donné procuration à Jean-Louis PRADERE, Nathalie AUGUSTIN ROUCH (Herran) a donné procuration à Robert MARTIN, Jean-Pierre BARRERE (Razecueillé) a donné procuration à Marie-Christine LLORENS, Jean-Bernard PORTET (Roquefort-sur-Garonne) a donné procuration à Martine REY et Brigitte SEGARD (Soueich) a donné procuration à Maryse MOURLAN.

Absents excusés :

Martine CANAL (Castagnède), Henri RIBET (Castelbiague), Eric SAINT-MARTIN (His), Véronique MONTEGUT (Montastruc-de-Salies), Chantal NOMDEDEU (Proupiary), Martine VERGES (Rouède), Rémi BARBARESCO (Salies-du-Salat), Christine JULIEN (Sepx), Anaud BRANA (Cabanac-Cazaux), Pierre LACROUX (Cazaunous), Laurent MAFFRE (Herran), Josiane BARRERE (Razecueillé) et Fernand VIALA (Soueich).

* * *

L'an deux mille vingt-six et vingt-cinq juin, à vingt heures trente, le conseil communautaire, légalement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle du conseil communautaire de Mane, sous la présidence de Madame Marie-Christine LLORENS.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_3-DE

Etaient présents la majorité des membres en exercice.

Monsieur Albert CIGAGNA est désigné secrétaire de séance.

Madame Pascale MARASSE, vice-présidente en charge du tourisme, rappelle que la communauté de communes a délibéré en 2017 afin d'instituer la taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire et d'en fixer le montant.

Madame MARASSE propose, à compter du 1er janvier 2027 :

- D'augmenter les taux de la taxe de séjour, restés identiques depuis 2021 sur l'ensemble des catégories d'hébergement
- De modifier le rythme de déclaration et de reversement du produit de la taxe, en passant d'un rythme trimestriel à un rythme annuel.

Mme MARASSE ajoute que, conformément aux textes règlementaires, le régime de déclaration et de paiement est différent pour les opérateurs numériques, en qualité de préposés à la collecte de la taxe de séjour : ils sont tenus de reverser le produit collecté deux fois par an, au plus tard le 30 juin et le 31 décembre, que la collecte soit obligatoire ou réalisée sur la base d'un mandat délivré par le logeur.

Mme MARASSE précise enfin qu'il existe deux taxes additionnelles à la taxe instituée par la communauté de communes : l'une de 10 % votée par le Département et l'autre de 34 % instituée depuis 2024 pour participer au financement de la ligne TGV Bordeaux Toulouse.

La proposition de tarifs pour la taxe de séjour au réel s'établit comme suit :

Catégories d'hébergement	Tarif par personne et par nuitée (€) proposé
Palaces	3.00
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	2.00
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1.70
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1.00
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0.60
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes	0.50
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0.45
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0.20
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air	2%

Mme MARASSE précise également que, règlementairement, sont exonérées de taxe de séjour :

- Les personnes mineures ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.

Conformément à l'article L.2333-27 du CGCT, le produit de cette taxe est intégralement affecté au développement touristique du territoire.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_3-DE

Pour les modalités de déclaration est précisé que les logeurs doivent effectuer leur déclaration via la plateforme de télédéclaration ou par courrier en adressant une copie intégrale du registre du logeur. En cas de déclaration par internet, le logeur conserve son registre et ne communiquera ses justificatifs qu'à la demande de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat.
La date limite de déclaration annuelle de nuitées est fixée au 15 janvier de l'année suivante. Le reversement de la taxe collectée doit en revanche être effectué au cours de l'année écoulée, soit jusqu'au 31 janvier de l'année suivante.

Les opérateurs numériques ont un régime de déclaration différent défini règlementairement.

Suite à un débat contradictoire,

Vu les articles L.2333-26 et suivants code général des collectivités territoriales,
Vu l'article L 5211-21 du code général des collectivités territoriales,
Vu les articles et R.2333-43 et suivants du code général des collectivités territoriales,
Vu l'article L. 4332-5 du code général des collectivités territoriales
Vu le code du tourisme et notamment son article L.422-3 et suivants,
Vu le décret n°2015-970 du 31 juillet 2015 relatif à la taxe de séjour et à la taxe de séjour forfaitaire,
Vu la délibération n°2017-11-10 instituant la taxe de séjour,
Vu la délibération du Conseil Départemental de Haute-Garonne en date du 28 juin 2022 portant sur l'institution d'une taxe additionnelle départementale à la taxe de séjour,

L'assemblée décide de :

- APPROUVER les montants de la taxe de séjour proposés ci-dessus à compter du 1er janvier 2027
- POURSUIVRE la perception de la taxe de séjour au réel du 1er janvier de l'année N au 31 décembre de l'année N
- PRECISER la date limite de déclaration annuelle de nuitées est fixée au 15 janvier de l'année suivante. Les logeurs doivent effectuer leur déclaration via la plateforme de télédéclaration ou par courrier en adressant une copie intégrale du registre du logeur. En cas de déclaration par internet, le logeur conserve son registre et ne communiquera ses justificatifs qu'à la demande de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat.
- PRECISER que le reversement de la taxe collectée auprès des clients doit être effectué au cours de l'année écoulée, soit jusqu'au 31 janvier de l'année suivante
- PRECISER que, conformément aux textes règlementaires, le régime de déclaration et de paiement est différent pour les opérateurs numériques, en qualité de préposés à la collecte de la taxe de séjour : ils sont tenus de reverser le produit collecté deux fois par an, au plus tard le 30 juin et le 31 décembre, que la collecte soit obligatoire ou réalisée sur la base d'un mandat délivré par le logeur
- CONFIRMER qu'une taxe additionnelle a été instituée par le Conseil Départemental de Haute-Garonne à hauteur de 10 % et qu'elle est applicable sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes
- CONFIRMER qu'une taxe additionnelle de 34 % a été instituée pour le financement de la SGPSO et qu'elle est applicable sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes
- AUTORISER la Présidente à signer tout document et à effectuer toute démarche permettant la mise en œuvre de la présente décision

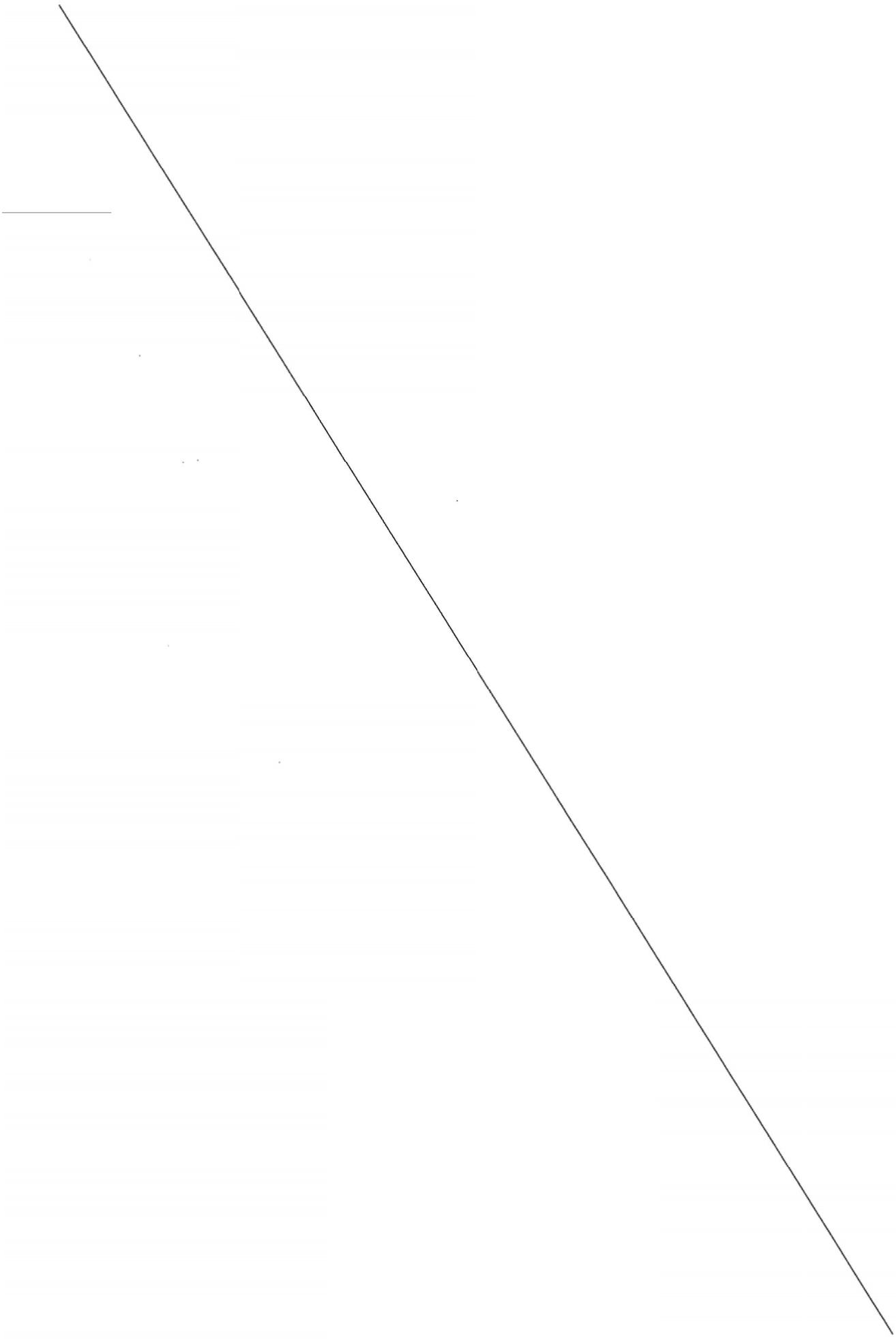
Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,
Marie-Christine LLORENS

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture le :
Et publié ou notifié le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_3-DE



Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_4-DE

DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat
15, Avenue du Comminges
31260 Mane

Délibération n°2026-07-04

Nombre			
de membres en exercice 70	de membres présents 59 + 8 procurations	de suffrages exprimés Pour : 67 Contre : 0 Abstention : 0	Séance du : 25 juin 2026 Objet : Demande de subvention à la CAF

Titulaires présents :

Jean CAZES (Arbas), Nicolas RIFFET (Arbon), Michelle ROUX (Arguenos), Jean-Pierre VIALATTE (Arnaud-Guilhem), Laurent SANS (Aspet), Pascale MARASSE (Aspet), Dominique LASSERRE (Ausseing), Arlette BALLESTER (Auzas), Jean-Luc PICARD (Beauchalot), Isabelle ASO (Beauchalot), Raymond JOUBE (Belbèze-en-Comminges), Philippe SOUQUET (Cassagne), Joëlle GAILLARD (Cassagne), Gérard DENAT (Castillon-de-Saint-Martory), Lucie SENTENAC (Chein-Dessus), Jean-Luc AJAS (Couret), Jean-Louis PRADERE (Encausse-les-Thermes), Nicole DUCLAIR (Escoulis), Robert MARTIN (Estadens), Eric VERGE (Figarol), Jean-Pierre ESCAIG (Fougaron), Olivier LOUBET (Francazal), Jeannine REY (Ganties), Christophe DUFFAUT (Izaut-de-l'Hôtel), Max CHANET (Juzet-d'Izaut), Jean-Claude ROUBICHOU (Laffite-Toupière), Fréderic LAVAIL (Le Fréchet), Alain LASSERRE (Lestelle de Saint-Martory), Henri GOIZET (Mancioux), Marie-Christine GUALTER (Mane), Marielle CUGNO (Mane), Jean-Marc PEBE (Mane), Serge GHELARDINI (Marsoulas), Albert CIGAGNA (Mazères-sur-Salat), Pierre CAZENEUVE (Mazères-sur-Salat), Patrick CAPELLI (Milhas), Daniel WEISSBERG (Moncaup), Marie-Christine LLORENS (Montespan), Sylvie DUCHEIN (Montgaillard-de-Salies), Maryse MOURLAN (Montsaunès), Alain COLL (Portet d'Aspet), Martine REY (Roquefort-sur-Garonne), Raoul RASPEAU (Saint-Martory), Claudette ARJO (Saint-Martory), David GARDELLE (Saint-Martory), Jean-Pierre BARUTAUT (Saint-Médard), Gilles JUNQUET (Saleich), Sabine BASTIANELLI (Salies-du-Salat), Cécile MOLLE (Salies-du-Salat), Christophe BOUGIE (Salies-du-Salat), Patrick BISCARO (Salies-du-Salat), Sylvain JUNQUA (Sengouagnet), Vincent BOUE (Touille) et Véronique BUC (Urau).

Suppléants présents :

Ludovic LOZE (Castagnède), Laure TOMASETIG (His), Jean-François CIMOLINO (Proupiary), Joël HERNANDO (Rouède) et Annie DUZAC (Sepx).

Absents excusés et ayant donné procuration :

Patrick BARES (Aspet) a donné procuration à Laurent SANS, Gilles FAVAREL (Cabanac-Cazaux) a donné procuration à Sylvain JUNQUA, Jean-Benoît ABADIE (Cazaunous) a donné procuration à Patrick CAPELLI, Frédéric DAFFOS (Encausse-les-Thermes) a donné procuration à Jean-Louis PRADERE, Nathalie AUGUSTIN ROUCH (Herran) a donné procuration à Robert MARTIN, Jean-Pierre BARRERE (Razecueillé) a donné procuration à Marie-Christine LLORENS, Jean-Bernard PORTET (Roquefort-sur-Garonne) a donné procuration à Martine REY et Brigitte SEGARD (Soueich) a donné procuration à Maryse MOURLAN.

Absents excusés :

Martine CANAL (Castagnède), Henri RIBET (Castelbiague), Eric SAINT-MARTIN (His), Véronique MONTEGUT (Montastruc-de-Salies), Chantal NOMDEDEU (Proupiary), Martine VERGES (Rouède), Rémi BARBARESCO (Salies-du-Salat), Christine JULIEN (Sepx), Anaud BRANA (Cabanac-Cazaux), Pierre LACROUX (Cazaunous), Laurent MAFFRE (Herran), Josiane BARRERE (Razecueillé) et Fernand VIALA (Soueich).

* * *

L'an deux mille vingt-six et vingt-cinq juin, à vingt heures trente, le conseil communautaire, légalement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle du conseil communautaire de Mane, sous la présidence de Madame Marie-Christine LLORENS.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_4-DE

Etaient présents la majorité des membres en exercice.

Monsieur Albert CIGAGNA est désigné secrétaire de séance.

Madame Marie Christine GUALTER, vice-présidente en charge de l'enfance-jeunesse, rappelle qu'en janvier 2025, il était constaté que la charpente du bâtiment Les Salins, multi-accueil de 30 places et le Relais Petite Enfance à Salies-du-Salat, était défectueuse.

Mme GUALTER rappelle qu'il avait fallu fermer en urgence, pendant 3 semaines, le temps d'effectuer les travaux de sécurisation, permettant de rouvrir dans l'attente de travaux définitifs indispensables.

Afin de pouvoir réaliser les travaux de réparation de la charpente ainsi que de la VMC et d'amélioration de l'acoustique de la grande pièce d'accueil, ces 2 services seront exceptionnellement fermés du 6 juillet au 6 septembre 2026.

Après réalisation de la procédure de consultation dans le cadre d'un marché de travaux en procédure adaptée, les coûts sont :

Travaux	Montant HT
Charpente	152 023,52 €
Plâtrerie	29 500,00 €
Electricité - VMC	11 553,74 €
TOTAL	**193 077,26 €**

Pour ces travaux, la communauté de communes peut solliciter la CAF de Haute-Garonne :

- Pour le multi-accueil : 98 732 €
- Pour le RPE : 18 323 €

Soit un total de 117 055 €, soit 60.6 % du coût des travaux .

Suite à un débat contradictoire,

L'assemblée décide de :

- SOLLICITER une demande de subvention à la CAF à hauteur de 117 055 €, tel que présenté ci-dessus
- AUTORISER la Présidente à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,
Marie-Christine LLORENS

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture le :
Et publié ou notifié le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_5-DE

DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat
15, Avenue du Comminges
31260 Mane

Délibération n°2026-07-05

Nombre			
de membres en exercice 70	de membres présents 59 + 8 procurations	de suffrages exprimés Pour : 67 Contre : 0 Abstention : 0	Séance du : 25 juin 2026 Objet : Plan de financement de démolition du bâtiment existant – Pôle de service à la population à Aspet

Titulaires présents :

Jean CAZES (Arbas), Nicolas RIFFET (Arbon), Michelle ROUX (Arguenos), Jean-Pierre VIALATTE (Arnaud-Guilhem), Laurent SANS (Aspet), Pascale MARASSE (Aspet), Dominique LASSERRE (Ausseing), Arlette BALLESTER (Auzas), Jean-Luc PICARD (Beauchalot), Isabelle ASO (Beauchalot), Raymond JOUBE (Belbèze-en-Comminges), Philippe SOUQUET (Cassagne), Joëlle GAILLARD (Cassagne), Gérard DENAT (Castillon-de-Saint-Martory), Lucie SENTENAC (Chein-Dessus), Jean-Luc AJAS (Couret), Jean-Louis PRADERE (Encausse-les-Thermes), Nicole DUCLAIR (Escoulis), Robert MARTIN (Estadens), Eric VERGE (Figarol), Jean-Pierre ESCAIG (Fougaron), Olivier LOUBET (Francazal), Jeannine REY (Ganties), Christophe DUFFAUT (Izaut-de-l'Hôtel), Max CHANET (Juzet-d'Izaut), Jean-Claude ROUBICHOU (Laffite-Toupière), Fréderic LAVAIL (Le Fréchet), Alain LASSERRE (Lestelle de Saint-Martory), Henri GOIZET (Mancioux), Marie-Christine GUALTER (Mane), Marielle CUGNO (Mane), Jean-Marc PEBE (Mane), Serge GHELARDINI (Marsoulas), Albert CIGAGNA (Mazères-sur-Salat), Pierre CAZENEUVE (Mazères-sur-Salat), Patrick CAPELLI (Milhas), Daniel WEISSBERG (Moncaup), Marie-Christine LLORENS (Montespan), Sylvie DUCHEIN (Montgaillard-de-Salies), Maryse MOURLAN (Montsaunès), Alain COLL (Portet d'Aspet), Martine REY (Roquefort-sur-Garonne), Raoul RASPEAU (Saint-Martory), Claudette ARJO (Saint-Martory), David GARDELLE (Saint-Martory), Jean-Pierre BARUTAUT (Saint-Médard), Gilles JUNQUET (Saleich), Sabine BASTIANELLI (Salies-du-Salat), Cécile MOLLE (Salies-du-Salat), Christophe BOUGIE (Salies-du-Salat), Patrick BISCARO (Salies-du-Salat), Sylvain JUNQUA (Sengouagnet), Vincent BOUE (Touille) et Véronique BUC (Urau).

Suppléants présents :

Ludovic LOZE (Castagnède), Laure TOMASETIG (His), Jean-François CIMOLINO (Proupiary), Joël HERNANDO (Rouède) et Annie DUZAC (Sepx).

Absents excusés et ayant donné procuration :

Patrick BARES (Aspet) a donné procuration à Laurent SANS, Gilles FAVAREL (Cabanac-Cazaux) a donné procuration à Sylvain JUNQUA, Jean-Benoît ABADIE (Cazaunous) a donné procuration à Patrick CAPELLI, Frédéric DAFFOS (Encausse-les-Thermes) a donné procuration à Jean-Louis PRADERE, Nathalie AUGUSTIN ROUCH (Herran) a donné procuration à Robert MARTIN, Jean-Pierre BARRERE (Razecueillé) a donné procuration à Marie-Christine LLORENS, Jean-Bernard PORTET (Roquefort-sur-Garonne) a donné procuration à Martine REY et Brigitte SEGARD (Soueich) a donné procuration à Maryse MOURLAN.

Absents excusés :

Martine CANAL (Castagnède), Henri RIBET (Castelbiague), Eric SAINT-MARTIN (His), Véronique MONTEGUT (Montastruc-de-Salies), Chantal NOMDEDEU (Proupiary), Martine VERGES (Rouède), Rémi BARBARESCO (Salies-du-Salat), Christine JULIEN (Sepx), Anaud BRANA (Cabanac-Cazaux), Pierre LACROUX (Cazaunous), Laurent MAFFRE (Herran), Josiane BARRERE (Razecueillé) et Fernand VIALA (Soueich).

* * *

L'an deux mille vingt-six et vingt-cinq juin, à vingt heures trente, le conseil communautaire, légalement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle du conseil communautaire de Mane, sous la présidence de Madame Marie-Christine LLORENS.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_5-DE

Etaient présents la majorité des membres en exercice.

Monsieur Albert CIGAGNA est désigné secrétaire de séance.

La Présidente rappelle le projet de création d'un pôle de services à Aspet, regroupant un multi-accueil, le relais Petite Enfance et des locaux pour le CIAS. Ce projet doit s'implanter sur le site des anciens services techniques communautaires.

Dans le cadre de ce projet, il y aura démolition ainsi que désimperméabilisation des surfaces actuellement en enrobés, puis création d'espaces verts sur environ 50 % du site actuel.

Un financement au titre du Fonds Vert Renaturation peut être sollicité à hauteur de 60 % des dépenses concernées pour les travaux spécifiques.

Le plan de financement proposé est le suivant :

DEPENSES en € HT		RECETTES en €	
Démolition	50 000	Fonds Vert Renaturation – 60 %	79 200
Décroutage	21 000	Autofinancement	52 800
Nivellement	23 000		
Terre végétale	13 000		
Plantations	25 000		
Total	132 000	Total	132 000

Suite à un débat contradictoire,

L'assemblée décide de :

- VALIDER le projet tel que présenté
- VALIDER le plan de financement tel que proposé ci-dessus
- SOLLICITER les demandes de financement conformément au tableau ci-dessus
- AUTORISER la Présidente à signer les documents nécessaires

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,
Marie-Christine LLORENS

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture le :
Et publié ou notifié le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 06/07/2026
Reçu en préfecture le 06/07/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_06-DE

DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat
15, Avenue du Comminges
31260 Mane

Délibération n°2026-07-06

Nombre			
de membres en exercice 70	de membres présents 59 + 8 procurations	de suffrages exprimés Pour : 60 Contre : 0 Abstention : 7	Séance du : 25 juin 2026 Objet : Aide à l'immobilier d'entreprise – SCI Kim Glace

Titulaires présents :

Jean CAZES (Arbas), Nicolas RIFFET (Arbon), Michelle ROUX (Arguenos), Jean-Pierre VIALATTE (Arnaud-Guilhem), Laurent SANS (Aspet), Pascale MARASSE (Aspet), Dominique LASSERRE (Ausseing), Arlette BALLESTER (Auzas), Jean-Luc PICARD (Beauchalot), Isabelle ASO (Beauchalot), Raymond JOUBE (Belbèze-en-Comminges), Philippe SOUQUET (Cassagne), Joëlle GAILLARD (Cassagne), Gérard DENAT (Castillon-de-Saint-Martory), Lucie SENTENAC (Chein-Dessus), Jean-Luc AJAS (Couret), Jean-Louis PRADERE (Encausse-les-Thermes), Nicole DUCLAIR (Escoulis), Robert MARTIN (Estadens), Eric VERGE (Figarol), Jean-Pierre ESCAIG (Fougaron), Olivier LOUBET (Francazal), Jeannine REY (Ganties), Christophe DUFFAUT (Izaut-de-l'Hôtel), Max CHANET (Juzet-d'Izaut), Jean-Claude ROUBICHOU (Laffite-Toupière), Fréderic LAVAIL (Le Fréchet), Alain LASSERRE (Lestelle de Saint-Martory), Henri GOIZET (Mancioux), Marie-Christine GUALTER (Mane), Marielle CUGNO (Mane), Jean-Marc PEBE (Mane), Serge GHELARDINI (Marsoulas), Albert CIGAGNA (Mazères-sur-Salat), Pierre CAZENEUVE (Mazères-sur-Salat), Patrick CAPELLI (Milhas), Daniel WEISSBERG (Moncaup), Marie-Christine LLORENS (Montespan), Sylvie DUCHEIN (Montgaillard-de-Salies), Maryse MOURLAN (Montsaunès), Alain COLL (Portet d'Aspet), Martine REY (Roquefort-sur-Garonne), Raoul RASPEAU (Saint-Martory), Claudette ARJO (Saint-Martory), David GARDELLE (Saint-Martory), Jean-Pierre BARUTAUT (Saint-Médard), Gilles JUNQUET (Saleich), Sabine BASTIANELLI (Salies-du-Salat), Cécile MOLLE (Salies-du-Salat), Christophe BOUGIE (Salies-du-Salat), Patrick BISCARO (Salies-du-Salat), Sylvain JUNQUA (Sengouagnet), Vincent BOUE (Touille) et Véronique BUC (Urau).

Suppléants présents :

Ludovic LOZE (Castagnède), Laure TOMASETIG (His), Jean-François CIMOLINO (Proupiary), Joël HERNANDO (Rouède) et Annie DUZAC (Sepx).

Absents excusés et ayant donné procuration :

Patrick BARES (Aspet) a donné procuration à Laurent SANS, Gilles FAVAREL (Cabanac-Cazaux) a donné procuration à Sylvain JUNQUA, Jean-Benoît ABADIE (Cazaunous) a donné procuration à Patrick CAPELLI, Frédéric DAFFOS (Encausse-les-Thermes) a donné procuration à Jean-Louis PRADERE, Nathalie AUGUSTIN ROUCH (Herran) a donné procuration à Robert MARTIN, Jean-Pierre BARRERE (Razecueillé) a donné procuration à Marie-Christine LLORENS, Jean-Bernard PORTET (Roquefort-sur-Garonne) a donné procuration à Martine REY et Brigitte SEGARD (Soueich) a donné procuration à Maryse MOURLAN.

Absents excusés :

Martine CANAL (Castagnède), Henri RIBET (Castelbiague), Eric SAINT-MARTIN (His), Véronique MONTEGUT (Montastruc-de-Salies), Chantal NOMDEDEU (Proupiary), Martine VERGES (Rouède), Rémi BARBARESCO (Salies-du-Salat), Christine JULIEN (Sepx), Anaud BRANA (Cabanac-Cazaux), Pierre LACROUX (Cazaunous), Laurent MAFFRE (Herran), Josiane BARRERE (Razecueillé) et Fernand VIALA (Soueich).

* * *

L'an deux mille vingt-six et vingt-cinq juin, à vingt heures trente, le conseil communautaire, légalement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle du conseil communautaire de Mane, sous la présidence de Madame Marie-Christine LLORENS.

Etaient présents la majorité des membres en exercice.

Envoyé en préfecture le 06/07/2026
Reçu en préfecture le 06/07/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_06-DE

Monsieur Albert CIGAGNA est désigné secrétaire de séance.

Monsieur Olivier LOUBET, vice-président en charge du développement économique, rappelle que la communauté de communes a mis en place un règlement d'aide à l'immobilier d'entreprise pour accompagner les investissements des entreprises en phase d'installation ou de reprise ou de croissance.

L'entreprise Kim Glace, artisan glacier, souhaite conforter son activité par une acquisition immobilière (terrain et bâtiment) à Saint-Martory avec des travaux de réhabilitation-aménagement à prévoir qui doivent permettre de réaliser en un même lieu production et vente pour un coût total du projet de 541 000 €.

Au regard des règles établies, les frais d'acquisition foncière, les études et les équipements ne sont pas éligibles et la dépense subventionnable est de de 328 000 €.

M. LOUBET propose une aide de la communauté de communes de 16 728 €, établie sur les bases du règlement d'aide en vigueur.

Suite à un débat contradictoire,

Vu la loi NOTRe n°2015-991 sur la nouvelle organisation territoriale de la république votée le 7 août 2015 confiant notamment au bloc communal la compétence exclusive en matière d'aides à l'immobilier d'entreprises,
Vu le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L1511-1 à L1511-3 et L1511-4 et suivants et R1511 – 4 et suivants portant sur les aides à l'investissement immobilier d'entreprise,
Vu la délibération n°2022-01-07 en date du 20 janvier 2022 portant « Renouvellement de la convention de délégation de la compétence d'octroi des aides de l'immobilier d'entreprise avec le Conseil Départemental »,
Vu la délibération n°2024-02-19 du 21 mars 2024, portant approbation du règlement des aides à l'immobilier d'entreprises,
Vu le projet de convention avec la SCI KIM GLACE annexé à la présente délibération,

L'assemblée décide de :

- ATTRIBUER une aide de 16 728 € à la SCI KIM GLACE comme précisé ci-dessus
- VALIDER la convention telle qu'annexée à la présente délibération
- AUTORISER la Présidente à signer la convention telle qu'annexée ainsi que tout document afférant à la présente décision

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,
Marie-Christine LLORENS

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture le :
Et publié ou notifié le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 06/07/2026
Reçu en préfecture le 06/07/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_06-DE

Envoyé en préfecture le 06/07/2026
Reçu en préfecture le 06/07/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_06-DE

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE AIDE EN MATIERE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Entre les soussigné :

D'UNE PART

La SARL Petites Pyrénées Givrées, domiciliée 17 rue d'Auzas 31 360 AUZAS ; SIRET n° 910 494 392 00012 représentée par Madame Katharina VAN-DEN-ENGEL,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

ET

La Société Civile Immobilière BASTION, domiciliée 228 rue de la Chapelle – 31360 SAINT-MARTORY, SIRET n° 100 608 546, représentée par Monsieur WIERCX VAN RHIJN Milan,

Ci-après dénommée « le maître d'ouvrage »

ET D'AUTRE PART

La communauté de communes Cagire Garonne Salat, domiciliée 15 avenue du Comminges 31260 MANE, représentée par Madame Marie-Christine LLORENS, Présidente de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat,

Ci-après dénommé « la Communauté de communes »

PROJET

Envoyé en préfecture le 06/07/2026
Reçu en préfecture le 06/07/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_06-DE

Vu le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L1511-1 à L1511-3 et L1511-4 et suivants et R1511-4 et suivants portant sur les aides à l'investissement immobilier d'entreprise,

Vu le décret n°2016-733 du 2 juin 2016 portant notamment sur la mise en conformité avec le droit européen des dispositions règlementaires applicables dans le domaine des aides à l'immobilier d'entreprise,

Vu le règlement (UE) 2023/2831 du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis,

Vu le règlement UE n°651/2014 modifié de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité,

Vu le régime d'aide n°SA.40453 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME pour la période 2014-2020,

Vu le régime cadre n°SA.103603 relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2022-2027,

Vu la délibération du 21 mars 2024 de la Communauté de Communes Cagire Garonne Salat définissant le régime d'aides applicable sur son territoire en matière d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles.

Vu la délibération de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat du xxxxxxxxxxx approuvant l'octroi de l'aide à l'immobilier d'entreprise à KIMGLACES (SARL Petites Pyrénées Givrées) et la présente convention bipartite, et décidant qu'elle sera versée au maître d'ouvrage.

Considérant que la SCI BASTION, est maître d'ouvrage

Après avoir préalablement exposé

La Communauté de communes Cagire Garonne Salat souhaite soutenir le développement économique du territoire intercommunal.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de versement de l'aide par la Communauté de communes ainsi que les conditions de l'engagement du bénéficiaire et du maître d'ouvrage dans la réalisation de l'opération suivante : L'achat et la réhabilitation d'un bâtiment sis 278 avenue des Pyrénées, 31360 SAINT-MARTORY.

Article 2. versement de la subvention

2.1 – En accord avec le règlement d'aide à l'investissement immobilier des entreprises de la Communauté de communes, le versement de la subvention visée à l'article 1er pourra intervenir en trois versements, selon les modalités suivantes :

PROJET

Envoyé en préfecture le 06/07/2026
Reçu en préfecture le 06/07/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_06-DE

- le versement d'un acompte pouvant aller jusqu'à 30 % de la subvention sur présentation des factures acquittées

- le versement du solde de la subvention au prorata des factures acquittées, limité au montant de l'aide attribué.

Pour obtenir le versement de l'aide, les justificatifs (factures acquittées) attestant de la réalisation de l'opération devront être présentés à la Communauté de communes.

2.2 – Le bénéficiaire et le maître d'ouvrage font leur affaire de tous les frais, impôts et contribution, de quelque nature qu'ils soient, que la présente convention serait susceptible de générer, afin que la Communauté de communes ne puisse en aucun cas être mise en cause à cet égard.

Article 3. Engagements du maître d'ouvrage

3.1 Le maître d'ouvrage s'engage à employer l'intégralité de la subvention pour mener à bien l'opération décrite à l'article 1, à l'exclusion de toute autre opération, de sorte que KIMGLACES (SARL Petites Pyrénées Givrées) en soit intégralement bénéficiaire.

3.2 – Le maître d'ouvrage s'engage à ne pas céder la propriété de l'immeuble sur lequel porte l'opération décrite à l'article 1 avant que celle-ci ne soit achevée.

3.3 – Le maître d'ouvrage s'engage à maintenir le bénéficiaire dans les lieux pendant au moins 3 ans à compter du dernier versement de l'aide. Il s'engage, dans l'éventualité où il souhaiterait céder, avant le terme de cette durée, la propriété de tout ou partie du/des immeuble(s) sur lesquels porte l'opération décrite à l'article 1, à conditionner la cession à l'engagement du cessionnaire de maintenir le bénéficiaire dans les lieux jusqu'aux terme prévu.

3.4 – En cas de non-respect de tout ou partie de ses engagements, le maître d'ouvrage s'engage à procéder à la restitution de tout ou partie de la subvention, dans les conditions fixées par l'article 6 de la présente convention.

3.5 – En cas de non-respect par le bénéficiaire de tout ou partie de ses engagements, y compris de ses obligations de déclaration (cf. Article 4.2), le maître d'ouvrage s'engage à procéder à la restitution de tout ou partie de la subvention, dans les conditions fixées par l'article 6 de la présente convention, à charge pour lui d'obtenir auprès du bénéficiaire la réparation du préjudice qui en découlerait.

Article 4. Engagements du bénéficiaire

4.1 – Réalisation du projet

4.1.1 - Le bénéficiaire s'engage à réaliser les actions du projet dans les conditions décrites dans le dossier présenté lors de la demande.

4.1.2 – Le bénéficiaire s'engage à maintenir et/ou créer des emplois sur le site désigné à l'article 1, objet de la subvention accordée, pendant une durée de 3 ans.

4.1.3. – Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'activité sur le site pendant au moins 5 ans à compter du dernier versement de l'aide.

4.1.4. – *Selon les cas*, si l'aide concerne les acquisitions ou constructions de bâtiments, le bénéficiaire s'engage à installer son activité dans lesdits bâtiments dans l'année qui en suit ou la réception des travaux.

PROJET

Envoyé en préfecture le 06/07/2026
Reçu en préfecture le 06/07/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_06-DE

4.2 – Déclarations sur les aides reçues et/ou sollicitées

4.2.1 – Conformément à l'article R. 1511-4-2 du CGCT, le bénéficiaire déclare avoir reçu ou sollicité, pour le financement de son projet pendant l'exercice fiscal en cours et les deux exercices fiscaux précédents, les aides suivantes :

- néant.

4.2.2 – Conformément à l'article R. 1511-4-2 du CGCT, le bénéficiaire déclare avoir reçu ou sollicité des aides dites « de minimis » pour un montant de 0 €, dans les conditions prévues par le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

4.2.3 – Le bénéficiaire s'engage à faire connaître à la Communauté de communes les autres financements publics dont il a bénéficié par la transmission d'un plan de financement actualisé, avant le versement du solde de l'aide.

4.3 – Information et contrôle

4.3.1 – Pendant un délai de cinq ans à compter du premier versement, le bénéficiaire s'engage à alerter la Communauté de communes de l'ouverture d'une procédure collective.

4.3.2 – Le bénéficiaire devra tenir en permanence, à la disposition de la Communauté de communes, une comptabilité propre à l'opération subventionnée, ainsi que tous les documents s'y rapportant, et ce jusqu'au versement du solde de l'aide.

Tout refus de communication pourra entrainer la restitution des sommes déjà versées dans les conditions de l'article 6 de la présente convention.

Article 5. Clause de publicité

Le financement apporté par la Communauté de communes devra être mentionné sur les panneaux et documents d'information destinés au public du bénéficiaire, ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique qui pourra être organisée par les parties à la présente convention.

Article 6. Sanctions pécuniaires

6.1 – En cas de non-respect d'une des clauses susvisées, voire de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, le comité technique mixte examinera les sanctions pouvant être prononcées à l'encontre du bénéficiaire. La Communauté de communes pourra mettre fin à l'aide et exiger le reversement partiel ou total des sommes versées, selon la nature du manquement.

6.2 – En conséquence, la Communauté de communes se réserve le droit de ne pas verser tout ou partie de la subvention au maître d'ouvrage en cas de non-respect des engagements et obligations définis aux articles 3 et 4.

6.3 – Dans le cas où le bénéficiaire manquerait aux engagements pris à l'article 4 postérieurement au versement au maître d'ouvrage du solde de la subvention, la Communauté de communes pourra exiger du bénéficiaire le versement d'une indemnité compensatrice du préjudice ainsi occasionné, dans la limite du montant de l'aide qui lui a été attribuée.

PROJET

Envoyé en préfecture le 06/07/2026
Reçu en préfecture le 06/07/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_06-DE

6.4 – Dans le cas où le bénéficiaire manquerait aux engagements pris à l'article 4 postérieurement au versement au maitre d'ouvrage du solde de la subvention, la Communauté de communes pourra récupérer auprès du maître d'ouvrage tout ou partie de la subvention versée, à charge pour lui d'obtenir du bénéficiaire une indemnisation du préjudice ainsi occasionné.

Article 7. Règlement amiable

En cas de difficultés quelconques liées à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quel qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procèderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

Article 8. Juridiction compétente

A défaut de règlement à l'amiable comme visé à l'article 7, le tribunal administratif de Toulouse sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

Article 9. Dispositions diverses

La convention pourra être modifiée sur demande de l'une ou l'autre des parties, dans la limite du règlement d'attribution. Cette modification fera l'objet d'un avenant, sous réserve de l'absence de modification de l'économie générale de la convention et sans remettre en cause l'objet de la convention tel que défini à l'article 1 et les engagements et obligations du maître d'ouvrage définis à l'article 3 et du bénéficiaire définis à l'article 4 de la présente convention.

Fait à Mane

Le

Pour la Communauté de communes Cagire Garonne Salat Mme Marie-Christine LLORENS Présidente	Pour le bénéficiaire Mme Katharina VAN-DEN-ENGEL	Pour le Maître d'ouvrage

PROJET

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_7-DE

DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat
15, Avenue du Comminges
31260 Mane

Délibération n°2026-07-07

Nombre			
de membres en exercice 70	de membres présents 59 + 8 procurations	de suffrages exprimés Pour : 62 Contre : 0 Abstention : 5	Séance du : 25 juin 2026 Objet : Aide aux commerces – SARL JOJO pour le multi-service d'Arbas

Titulaires présents :

Jean CAZES (Arbas), Nicolas RIFFET (Arbon), Michelle ROUX (Arguenos), Jean-Pierre VIALATTE (Arnaud-Guilhem), Laurent SANS (Aspet), Pascale MARASSE (Aspet), Dominique LASSERRE (Ausseing), Arlette BALLESTER (Auzas), Jean-Luc PICARD (Beauchalot), Isabelle ASO (Beauchalot), Raymond JOUBE (Belbèze-en-Comminges), Philippe SOUQUET (Cassagne), Joëlle GAILLARD (Cassagne), Gérard DENAT (Castillon-de-Saint-Martory), Lucie SENTENAC (Chein-Dessus), Jean-Luc AJAS (Couret), Jean-Louis PRADERE (Encausse-les-Thermes), Nicole DUCLAIR (Escoulis), Robert MARTIN (Estadens), Eric VERGE (Figarol), Jean-Pierre ESCAIG (Fougaron), Olivier LOUBET (Francazal), Jeannine REY (Ganties), Christophe DUFFAUT (Izaut-de-l'Hôtel), Max CHANET (Juzet-d'Izaut), Jean-Claude ROUBICHOU (Laffite-Toupière), Fréderic LAVAIL (Le Fréchet), Alain LASSERRE (Lestelle de Saint-Martory), Henri GOIZET (Mancioux), Marie-Christine GUALTER (Mane), Marielle CUGNO (Mane), Jean-Marc PEBE (Mane), Serge GHELARDINI (Marsoulas), Albert CIGAGNA (Mazères-sur-Salat), Pierre CAZENEUVE (Mazères-sur-Salat), Patrick CAPELLI (Milhas), Daniel WEISSBERG (Moncaup), Marie-Christine LLORENS (Montespan), Sylvie DUCHEIN (Montgaillard-de-Salies), Maryse MOURLAN (Montsaunès), Alain COLL (Portet d'Aspet), Martine REY (Roquefort-sur-Garonne), Raoul RASPEAU (Saint-Martory), Claudette ARJO (Saint-Martory), David GARDELLE (Saint-Martory), Jean-Pierre BARUTAUT (Saint-Médard), Gilles JUNQUET (Saleich), Sabine BASTIANELLI (Salies-du-Salat), Cécile MOLLE (Salies-du-Salat), Christophe BOUGIE (Salies-du-Salat), Patrick BISCARO (Salies-du-Salat), Sylvain JUNQUA (Sengouagnet), Vincent BOUE (Touille) et Véronique BUC (Urau).

Suppléants présents :

Ludovic LOZE (Castagnède), Laure TOMASETIG (His), Jean-François CIMOLINO (Proupiary), Joël HERNANDO (Rouède) et Annie DUZAC (Sepx).

Absents excusés et ayant donné procuration :

Patrick BARES (Aspet) a donné procuration à Laurent SANS, Gilles FAVAREL (Cabanac-Cazaux) a donné procuration à Sylvain JUNQUA, Jean-Benoît ABADIE (Cazaunous) a donné procuration à Patrick CAPELLI, Frédéric DAFFOS (Encausse-les-Thermes) a donné procuration à Jean-Louis PRADERE, Nathalie AUGUSTIN ROUCH (Herran) a donné procuration à Robert MARTIN, Jean-Pierre BARRERE (Razecueillé) a donné procuration à Marie-Christine LLORENS, Jean-Bernard PORTET (Roquefort-sur-Garonne) a donné procuration à Martine REY et Brigitte SEGARD (Soueich) a donné procuration à Maryse MOURLAN.

Absents excusés :

Martine CANAL (Castagnède), Henri RIBET (Castelbiague), Eric SAINT-MARTIN (His), Véronique MONTEGUT (Montastruc-de-Salies), Chantal NOMDEDEU (Proupiary), Martine VERGES (Rouède), Rémi BARBARESCO (Salies-du-Salat), Christine JULIEN (Sepx), Anaud BRANA (Cabanac-Cazaux), Pierre LACROUX (Cazaunous), Laurent MAFFRE (Herran), Josiane BARRERE (Razecueillé) et Fernand VIALA (Soueich).

* * *

L'an deux mille vingt-six et vingt-cinq juin, à vingt heures trente, le conseil communautaire, légalement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle du conseil communautaire de Mane, sous la présidence de Madame Marie-Christine LLORENS.

Etaient présents la majorité des membres en exercice.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_7-DE

Monsieur Albert CIGAGNA est désigné secrétaire de séance.

Monsieur Olivier LOUBET, vice-président en charge du développement économique, rappelle que la communauté de communes a mis en place un règlement d'aide aux commerces alimentaires, non alimentaires ou de services, visant à assurer le maintien des services nécessaires à la population du territoire.

La SARL JOJO, représentée par M. Johann CHOUQUET, sollicite une aide au commerce pour l'acquisition du fonds de commerce du multi-service à Arbas pour un montant de 70 000 €.

Son projet est d'apporter à la population et aux touristes le maximum de services :

- Dépôt de pain et pâtisseries
- Point presse
- Epicerie mettant en avant le maximum de produits locaux (de nombreux contacts ont déjà été pris)
- Bar avec organisation d'évènements
- Service de snacking et petite restauration avec, entre autres, un food-truck pour vente de pizzas.

Au regard des règles établies, la subvention maximale peut être de 10 % de 50 000 €, soit 5 000 €, bonifié de 1 000 € complémentaire au titre du dernier commerce de la commune, soit 6 000 € au total

Suite à un débat contradictoire,

Vu l'article L2251-3 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération 2024-05-06 du 19 septembre 2024 portant approbation du Règlement d'aides aux commerces alimentaires, non-alimentaires et de services,
Vu le projet de convention avec la SARL JOJO annexé à la présente délibération,

L'assemblée décide de :

- AUTORISER le versement d'une aide à la SARL JOJO à hauteur de 6 000 € telle que présentée
- VALIDER la convention telle qu'annexée à la présente délibération,
- AUTORISER la Présidente à signer la convention telle qu'annexée ainsi que tout document afférant à la présente décision

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,
Marie-Christine LLORENS

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture le :
Et publié ou notifié le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_7-DE

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE AIDE AUX COMMERCES ALIMENTAIRES, NON ALIMENTAIRES ET DE SERVICES

Entre les soussignés

La SARL JOJO, domiciliée 9 place de la Mairie à ARBAS, SIRET n° 105 820 856, représentée par Monsieur Johann CHOUQUET, gérant de la société,

Ci-après dénommé « le bénéficiaire »

et

La Communauté de Communes Cagire Garonne Salat, domiciliée 15 avenue du Comminges, à Mane, représentée par Madame Marie-Christine LLORENS, Présidente de la Communauté de communes, habilitée à signer par délibération du conseil communautaire en date du .....

Ci-après dénommé « la Communauté de communes »

Vu le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement son article L2251-3

Vu les statuts de la communauté de communes Cagire Garonne Salat en matière d'actions de développement économique, incluant la politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire

Vu la délibération n°2024-02-20 en date du 21 mars 2024 portant définition de l'intérêt communautaire en matière de politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales

Vu la délibération n°2024-04-19 en date du 20 juin 2024 portant adoption du Règlement d'aides aux commerces alimentaires, non alimentaires et de services

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de versement de l'aide ainsi que les conditions de l'engagement du bénéficiaire dans la réalisation de l'opération suivante : acquisition d'un fonds de commerce multiservices sur la commune d'Arbas.

Article 2. Nature, caractéristiques et versement de l'aide

L'aide est allouée sous la forme d'une subvention, à hauteur de 10% des dépenses éligibles telles que présentées dans le projet.

PROJET

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_7-DE

Le montant maximal de l'aide s'élève à 5 000 €, complété d'une bonification de 1 000 € en tant que dernier commerce alimentaire sur la commune.

Conformément au règlement d'aide aux commerces alimentaires, non alimentaires et de services de la Communauté de communes, le versement de la subvention sera effectué de la façon suivante :

- 30 % de la subvention, au démarrage de l'opération, sur justificatif de démarrage et à la demande du porteur,
- Le solde de la subvention est versé à l'achèvement des opérations subventionnées et sur justificatifs des dépenses réalisées de l'entreprise

Pour obtenir le versement de l'aide, les justificatifs (factures acquittées) attestant de la réalisation de l'opération devront être présentés à la Communauté de communes.

Article 3. Engagements du bénéficiaire

3.1 – Réalisation du projet

Le bénéficiaire s'engage à réaliser les actions du projet dans les conditions décrites dans le dossier présenté lors de la demande.

Le bénéficiaire s'engage à employer l'intégralité de la subvention pour mener à bien l'opération décrite à l'article 1, à l'exclusion de toute autre opération.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'activité sur le site pendant au moins 5 ans .

En cas de non réalisation de tout ou partie de ses engagements et de ses obligations de déclaration (cf. Article 3.2), le bénéficiaire s'engage à procéder à la restitution de tout ou partie de la subvention, dans les conditions fixées par l'article 5 de la présente convention.

3.2 – Information et contrôle

Le bénéficiaire s'engage à faire connaître à la Communauté de communes, les autres financements publics dont il a bénéficié par la transmission des engagements ou sollicitations d'autres financeurs : acte attributif ou lettre de demande.

Le bénéficiaire devra tenir en permanence, à la disposition de la Communauté de communes, une comptabilité propre à l'opération subventionnée, ainsi que tous les documents s'y rapportant, et ce jusqu'au versement du solde de l'aide.

Le bénéficiaire devra informer la Communauté de communes, sans délai, par écrit, en cas de changement dans sa situation juridique, notamment toute modification de numéro de SIRET, de ses statuts, dissolution, fusion, redresselent judiciaire, liquidation et plus généralement de toutes modifications importantes de son fonctionnement. Toute modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Tout refus de communication pourra entrainer la restitution des sommes déjà versées dans les conditions de l'article 5 de la présente convention.

PROJET

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_7-DE

Article 4. Sanctions pécuniaires

La Communauté de communes se réserve le droit de ne pas verser tout ou partie de la subvention au bénéficiaire en cas de non respect des engagements et obligations définies à l'article 3.

Article 5. Règlement amiable

En cas de difficultés quelconques liées à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quel qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procèderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

Article 6. Juridiction compétente

A défaut de règlement amiable comme visé à l'article 5, le tribunal administratif de Toulouse sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

Fait à .....

Communauté de Communes
Cagire Garonne Salat
Marie-Christine LLORENS
Présidente

SARL JOJO
Johann CHOUQUET
Gérant

PROJET

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_8-DE

DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat
15, Avenue du Comminges
31260 Mane

Délibération n°2026-07-08

Nombre			
de membres en exercice 70	de membres présents 59 + 8 procurations	de suffrages exprimés Pour : 67 Contre : 0 Abstention : 0	Séance du : 25 juin 2026 Objet : Vente de terrain - ZA Géléa Lot n°7 – M.D BATIMENT

Titulaires présents :

Jean CAZES (Arbas), Nicolas RIFFET (Arbon), Michelle ROUX (Arguenos), Jean-Pierre VIALATTE (Arnaud-Guilhem), Laurent SANS (Aspet), Pascale MARASSE (Aspet), Dominique LASSERRE (Ausseing), Arlette BALLESTER (Auzas), Jean-Luc PICARD (Beauchalot), Isabelle ASO (Beauchalot), Raymond JOUBE (Belbèze-en-Comminges), Philippe SOUQUET (Cassagne), Joëlle GAILLARD (Cassagne), Gérard DENAT (Castillon-de-Saint-Martory), Lucie SENTENAC (Chein-Dessus), Jean-Luc AJAS (Couret), Jean-Louis PRADERE (Encausse-les-Thermes), Nicole DUCLAIR (Escoulis), Robert MARTIN (Estadens), Eric VERGE (Figarol), Jean-Pierre ESCAIG (Fougaron), Olivier LOUBET (Francazal), Jeannine REY (Ganties), Christophe DUFFAUT (Izaut-de-l'Hôtel), Max CHANET (Juzet-d'Izaut), Jean-Claude ROUBICHOU (Laffite-Toupière), Fréderic LAVAIL (Le Fréchet), Alain LASSERRE (Lestelle de Saint-Martory), Henri GOIZET (Mancioux), Marie-Christine GUALTER (Mane), Marielle CUGNO (Mane), Jean-Marc PEBE (Mane), Serge GHELARDINI (Marsoulas), Albert CIGAGNA (Mazères-sur-Salat), Pierre CAZENEUVE (Mazères-sur-Salat), Patrick CAPELLI (Milhas), Daniel WEISSBERG (Moncaup), Marie-Christine LLORENS (Montespan), Sylvie DUCHEIN (Montgaillard-de-Salies), Maryse MOURLAN (Montsaunès), Alain COLL (Portet d'Aspet), Martine REY (Roquefort-sur-Garonne), Raoul RASPEAU (Saint-Martory), Claudette ARJO (Saint-Martory), David GARDELLE (Saint-Martory), Jean-Pierre BARUTAUT (Saint-Médard), Gilles JUNQUET (Saleich), Sabine BASTIANELLI (Salies-du-Salat), Cécile MOLLE (Salies-du-Salat), Christophe BOUGIE (Salies-du-Salat), Patrick BISCARO (Salies-du-Salat), Sylvain JUNQUA (Sengouagnet), Vincent BOUE (Touille) et Véronique BUC (Urau).

Suppléants présents :

Ludovic LOZE (Castagnède), Laure TOMASETIG (His), Jean-François CIMOLINO (Proupiary), Joël HERNANDO (Rouède) et Annie DUZAC (Sepx).

Absents excusés et ayant donné procuration :

Patrick BARES (Aspet) a donné procuration à Laurent SANS, Gilles FAVAREL (Cabanac-Cazaux) a donné procuration à Sylvain JUNQUA, Jean-Benoît ABADIE (Cazaunous) a donné procuration à Patrick CAPELLI, Frédéric DAFFOS (Encausse-les-Thermes) a donné procuration à Jean-Louis PRADERE, Nathalie AUGUSTIN ROUCH (Herran) a donné procuration à Robert MARTIN, Jean-Pierre BARRERE (Razecueillé) a donné procuration à Marie-Christine LLORENS, Jean-Bernard PORTET (Roquefort-sur-Garonne) a donné procuration à Martine REY et Brigitte SEGARD (Soueich) a donné procuration à Maryse MOURLAN.

Absents excusés :

Martine CANAL (Castagnède), Henri RIBET (Castelbiague), Eric SAINT-MARTIN (His), Véronique MONTEGUT (Montastruc-de-Salies), Chantal NOMDEDEU (Proupiary), Martine VERGES (Rouède), Rémi BARBARESCO (Salies-du-Salat), Christine JULIEN (Sepx), Anaud BRANA (Cabanac-Cazaux), Pierre LACROUX (Cazaunous), Laurent MAFFRE (Herran), Josiane BARRERE (Razecueillé) et Fernand VIALA (Soueich).

* * *

L'an deux mille vingt-six et vingt-cinq juin, à vingt heures trente, le conseil communautaire, légalement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle du conseil communautaire de Mane, sous la présidence de Madame Marie-Christine LLORENS.

Etaient présents la majorité des membres en exercice.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_8-DE

Monsieur Albert CIGAGNA est désigné secrétaire de séance.

Monsieur Olivier LOUBET, vice-président en charge du développement économique, propose la vente du lot n°7 de la ZA Géléa, cadastré A954 sur la commune de Montsaunès, et d'une surface de 2 549 m².

Monsieur Maxime DERUELLE souhaite y installer son entreprise de maçonnerie, charpente, et second œuvre nommée M.D BATIMENT.

Il est proposé de vendre ce lot sur la base de 15 € HT/m² (selon le régime TVA en vigueur) avec la signature d'une promesse et d'un acte de vente chez Maitre FIS, notaire à Salies-du-Salat.
Il est précisé que l'acquéreur aura la faculté de se faire substituer par un tiers à sa demande.

Suite à un débat contradictoire,

Vu l'article L2221-1 et L3211-14 du Code général de la propriété des personnes publiques,
Vu l'article L2241-1 du Code général des collectivités territoriales,
Vu l'article L3221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
Vu l'article L5211-37 du Code général des collectivités territoriales,
Vu l'article L1212-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
Vu l'Avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat en date du 26 août 2024,

L'assemblée décide de :

- AUTORISER la vente du lot n°7, cadastré A954 sur la commune de Montsaunès, d'une surface de 2 549 m², à Monsieur Maxime DERUELLE sur la base de 15 € HT/m² et selon le régime TVA en vigueur
- PRECISER qu'un autre acquéreur peut se substituer à Monsieur Maxime DERUELLE avec l'accord de ce dernier
- DESIGNER Maître FIS, notaire à Salies-du-Salat, pour établir les actes authentiques relatifs à cette vente
- AUTORISER la Présidente à signer tout document permettant de conclure la vente

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,
Marie-Christine LLORENS

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture le :
Et publié ou notifié le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_9-DE

DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat
15, Avenue du Comminges
31260 Mane

Délibération n°2026-07-09

Nombre			
de membres en exercice 70	de membres présents 59 + 8 procurations	de suffrages exprimés Pour : 67 Contre : 0 Abstention : 0	Séance du : 25 juin 2026 Objet : Prorogation de la convention de participation au risque prévoyance

Titulaires présents :

Jean CAZES (Arbas), Nicolas RIFFET (Arbon), Michelle ROUX (Arguenos), Jean-Pierre VIALATTE (Arnaud-Guilhem), Laurent SANS (Aspet), Pascale MARASSE (Aspet), Dominique LASSERRE (Ausseing), Arlette BALLESTER (Auzas), Jean-Luc PICARD (Beauchalot), Isabelle ASO (Beauchalot), Raymond JOUBE (Belbèze-en-Comminges), Philippe SOUQUET (Cassagne), Joëlle GAILLARD (Cassagne), Gérard DENAT (Castillon-de-Saint-Martory), Lucie SENTENAC (Chein-Dessus), Jean-Luc AJAS (Couret), Jean-Louis PRADERE (Encausse-les-Thermes), Nicole DUCLAIR (Escoulis), Robert MARTIN (Estadens), Eric VERGE (Figarol), Jean-Pierre ESCAIG (Fougaron), Olivier LOUBET (Francazal), Jeannine REY (Ganties), Christophe DUFFAUT (Izaut-de-l'Hôtel), Max CHANET (Juzet-d'Izaut), Jean-Claude ROUBICHOU (Laffite-Toupière), Fréderic LAVAIL (Le Fréchet), Alain LASSERRE (Lestelle de Saint-Martory), Henri GOIZET (Mancioux), Marie-Christine GUALTER (Mane), Marielle CUGNO (Mane), Jean-Marc PEBE (Mane), Serge GHELARDINI (Marsoulas), Albert CIGAGNA (Mazères-sur-Salat), Pierre CAZENEUVE (Mazères-sur-Salat), Patrick CAPELLI (Milhas), Daniel WEISSBERG (Moncaup), Marie-Christine LLORENS (Montespan), Sylvie DUCHEIN (Montgaillard-de-Salies), Maryse MOURLAN (Montsaunès), Alain COLL (Portet d'Aspet), Martine REY (Roquefort-sur-Garonne), Raoul RASPEAU (Saint-Martory), Claudette ARJO (Saint-Martory), David GARDELLE (Saint-Martory), Jean-Pierre BARUTAUT (Saint-Médard), Gilles JUNQUET (Saleich), Sabine BASTIANELLI (Salies-du-Salat), Cécile MOLLE (Salies-du-Salat), Christophe BOUGIE (Salies-du-Salat), Patrick BISCARO (Salies-du-Salat), Sylvain JUNQUA (Sengouagnet), Vincent BOUE (Touille) et Véronique BUC (Urau).

Suppléants présents :

Ludovic LOZE (Castagnède), Laure TOMASETIG (His), Jean-François CIMOLINO (Proupiary), Joël HERNANDO (Rouède) et Annie DUZAC (Sepx).

Absents excusés et ayant donné procuration :

Patrick BARES (Aspet) a donné procuration à Laurent SANS, Gilles FAVAREL (Cabanac-Cazaux) a donné procuration à Sylvain JUNQUA, Jean-Benoît ABADIE (Cazaunous) a donné procuration à Patrick CAPELLI, Frédéric DAFFOS (Encausse-les-Thermes) a donné procuration à Jean-Louis PRADERE, Nathalie AUGUSTIN ROUCH (Herran) a donné procuration à Robert MARTIN, Jean-Pierre BARRERE (Razecueillé) a donné procuration à Marie-Christine LLORENS, Jean-Bernard PORTET (Roquefort-sur-Garonne) a donné procuration à Martine REY et Brigitte SEGARD (Soueich) a donné procuration à Maryse MOURLAN.

Absents excusés :

Martine CANAL (Castagnède), Henri RIBET (Castelbiague), Eric SAINT-MARTIN (His), Véronique MONTEGUT (Montastruc-de-Salies), Chantal NOMDEDEU (Proupiary), Martine VERGES (Rouède), Rémi BARBARESCO (Salies-du-Salat), Christine JULIEN (Sepx), Anaud BRANA (Cabanac-Cazaux), Pierre LACROUX (Cazaunous), Laurent MAFFRE (Herran), Josiane BARRERE (Razecueillé) et Fernand VIALA (Soueich).

* * *

L'an deux mille vingt-six et vingt-cinq juin, à vingt heures trente, le conseil communautaire, légalement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle du conseil communautaire de Mane, sous la présidence de Madame Marie-Christine LLORENS.

Etaient présents la majorité des membres en exercice.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_9-DE

Monsieur Albert CIGAGNA est désigné secrétaire de séance.

Monsieur Jean CAZES, vice-président en charge des ressources humaines, rappelle que la communauté de communes a adopté une convention de participation au risque prévoyance auprès de la société INTERIALE, par délibération du conseil communautaire en date du 22 octobre 2020.

Cette convention arrive à échéance au 31 décembre 2026 et peut être prorogée dans la limite d'une année.

Monsieur CAZES fait part des évolutions du cadre réglementaire de la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale et précise la nécessité de disposer d'un délai complémentaire pour préparer les futures consultations et procédures de mise en concurrence, après consultation du Comité Social Territorial qui doit être largement associé à la réflexion.

Considérant la nécessité d'assurer la continuité de la couverture prévoyance proposée aux agents de la collectivité, M. CAZES propose donc de proroger d'une année cette convention conformément à son article 1.2.

Suite à un débat contradictoire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique,
Vu les dispositions réglementaires relatives à la protection sociale complémentaire des agents territoriaux,
Vu la délibération n°2020-08-06 en date du 22 octobre 2020 portant approbation de la convention de participation au risque prévoyance auprès de la société INTERIALE,

L'assemblée décide de :

- PROROGER la convention de participation au risque prévoyance auprès de la société INTERIALE pour une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2027, conformément à l'article 1.2 de cette même convention
- MAINTENIR, pendant la période de prorogation, les modalités de participation financière de la collectivité aux contrats souscrits par les agents, conformément aux délibérations en vigueur
- AUTORISER la Présidente à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette prorogation
- DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,
Marie-Christine LLORENS

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture le :
Et publié ou notifié le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_10-DE

DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat
15, Avenue du Comminges
31260 Mane

Délibération n°2026-07-10

Nombre			
de membres en exercice 70	de membres présents 59 + 8 procurations	de suffrages exprimés Pour : 67 Contre : 0 Abstention : 0	Séance du : 25 juin 2026 Objet : Prorogation de la convention de participation au risque santé

Titulaires présents :

Jean CAZES (Arbas), Nicolas RIFFET (Arbon), Michelle ROUX (Arguenos), Jean-Pierre VIALATTE (Arnaud-Guilhem), Laurent SANS (Aspet), Pascale MARASSE (Aspet), Dominique LASSERRE (Ausseing), Arlette BALLESTER (Auzas), Jean-Luc PICARD (Beauchalot), Isabelle ASO (Beauchalot), Raymond JOUBE (Belbèze-en-Comminges), Philippe SOUQUET (Cassagne), Joëlle GAILLARD (Cassagne), Gérard DENAT (Castillon-de-Saint-Martory), Lucie SENTENAC (Chein-Dessus), Jean-Luc AJAS (Couret), Jean-Louis PRADERE (Encausse-les-Thermes), Nicole DUCLAIR (Escoulis), Robert MARTIN (Estadens), Eric VERGE (Figarol), Jean-Pierre ESCAIG (Fougaron), Olivier LOUBET (Francazal), Jeannine REY (Ganties), Christophe DUFFAUT (Izaut-de-l'Hôtel), Max CHANET (Juzet-d'Izaut), Jean-Claude ROUBICHOU (Laffite-Toupière), Fréderic LAVAIL (Le Fréchet), Alain LASSERRE (Lestelle de Saint-Martory), Henri GOIZET (Mancioux), Marie-Christine GUALTER (Mane), Marielle CUGNO (Mane), Jean-Marc PEBE (Mane), Serge GHELARDINI (Marsoulas), Albert CIGAGNA (Mazères-sur-Salat), Pierre CAZENEUVE (Mazères-sur-Salat), Patrick CAPELLI (Milhas), Daniel WEISSBERG (Moncaup), Marie-Christine LLORENS (Montespan), Sylvie DUCHEIN (Montgaillard-de-Salies), Maryse MOURLAN (Montsaunès), Alain COLL (Portet d'Aspet), Martine REY (Roquefort-sur-Garonne), Raoul RASPEAU (Saint-Martory), Claudette ARJO (Saint-Martory), David GARDELLE (Saint-Martory), Jean-Pierre BARUTAUT (Saint-Médard), Gilles JUNQUET (Saleich), Sabine BASTIANELLI (Salies-du-Salat), Cécile MOLLE (Salies-du-Salat), Christophe BOUGIE (Salies-du-Salat), Patrick BISCARO (Salies-du-Salat), Sylvain JUNQUA (Sengouagnet), Vincent BOUE (Touille) et Véronique BUC (Urau).

Suppléants présents :

Ludovic LOZE (Castagnède), Laure TOMASETIG (His), Jean-François CIMOLINO (Proupiary), Joël HERNANDO (Rouède) et Annie DUZAC (Sepx).

Absents excusés et ayant donné procuration :

Patrick BARES (Aspet) a donné procuration à Laurent SANS, Gilles FAVAREL (Cabanac-Cazaux) a donné procuration à Sylvain JUNQUA, Jean-Benoît ABADIE (Cazaunous) a donné procuration à Patrick CAPELLI, Frédéric DAFFOS (Encausse-les-Thermes) a donné procuration à Jean-Louis PRADERE, Nathalie AUGUSTIN ROUCH (Herran) a donné procuration à Robert MARTIN, Jean-Pierre BARRERE (Razecueillé) a donné procuration à Marie-Christine LLORENS, Jean-Bernard PORTET (Roquefort-sur-Garonne) a donné procuration à Martine REY et Brigitte SEGARD (Soueich) a donné procuration à Maryse MOURLAN.

Absents excusés :

Martine CANAL (Castagnède), Henri RIBET (Castelbiague), Eric SAINT-MARTIN (His), Véronique MONTEGUT (Montastruc-de-Salies), Chantal NOMDEDEU (Proupiary), Martine VERGES (Rouède), Rémi BARBARESCO (Salies-du-Salat), Christine JULIEN (Sepx), Anaud BRANA (Cabanac-Cazaux), Pierre LACROUX (Cazaunous), Laurent MAFFRE (Herran), Josiane BARRERE (Razecueillé) et Fernand VIALA (Soueich).

* * *

L'an deux mille vingt-six et vingt-cinq juin, à vingt heures trente, le conseil communautaire, légalement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle du conseil communautaire de Mane, sous la présidence de Madame Marie-Christine LLORENS.

Etaient présents la majorité des membres en exercice.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_10-DE

Monsieur Albert CIGAGNA est désigné secrétaire de séance.

Monsieur Jean CAZES, vice-président en charge des ressources humaines, rappelle que la communauté de communes a adopté une convention de participation au risque santé auprès de la MNT, par délibération du conseil communautaire en date du 22 octobre 2020.

Cette convention arrive à échéance au 31 décembre 2026 et peut être prorogée dans la limite d'une année.

Monsieur CAZES fait part des évolutions du cadre réglementaire de la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale et précise la nécessité de disposer d'un délai complémentaire pour préparer les futures consultations et procédures de mise en concurrence, après consultation du Comité Social Territorial qui doit être largement associé à la réflexion.

Considérant la nécessité d'assurer la continuité de la couverture santé proposée aux agents de la collectivité, M. CAZES propose donc de proroger d'une année cette convention conformément à son article 1.

Suite à un débat contradictoire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique,
Vu les dispositions réglementaires relatives à la protection sociale complémentaire des agents territoriaux,
Vu la délibération n°2020-08-06 en date du 22 octobre 2020 portant approbation de la convention de participation au risque santé auprès de la MNT,
Vu la délibération 2022-02-03 sur la participation de la collectivité à la protection sociale complémentaire modifiée par la délibération 2024-04-22 du 20 juin 2024 relatif à l'aide en matière de complémentaire santé aux agents,

L'assemblée décide de :

- PROROGER la convention de participation au risque santé auprès de la MNT pour une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2027, conformément à l'article 1 de cette même convention
- MAINTENIR, pendant la période de prorogation, les modalités de participation financière de la collectivité aux contrats souscrits par les agents, conformément aux délibérations en vigueur
- AUTORISER la Présidente à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette prorogation
- DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,
Marie-Christine LLORENS

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture le :
Et publié ou notifié le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_11-DE

DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat
15, Avenue du Comminges
31260 Mane

Délibération n°2026-07-11

Nombre			
de membres en exercice 70	de membres présents 59 + 8 procurations	de suffrages exprimés Pour : 66 Contre : 1 Abstention : 0	Séance du : 25 juin 2026 Objet : Création de postes

Titulaires présents :

Jean CAZES (Arbas), Nicolas RIFFET (Arbon), Michelle ROUX (Arguenos), Jean-Pierre VIALATTE (Arnaud-Guilhem), Laurent SANS (Aspet), Pascale MARASSE (Aspet), Dominique LASSERRE (Ausseing), Arlette BALLESTER (Auzas), Jean-Luc PICARD (Beauchalot), Isabelle ASO (Beauchalot), Raymond JOUBE (Belbèze-en-Comminges), Philippe SOUQUET (Cassagne), Joëlle GAILLARD (Cassagne), Gérard DENAT (Castillon-de-Saint-Martory), Lucie SENTENAC (Chein-Dessus), Jean-Luc AJAS (Couret), Jean-Louis PRADERE (Encausse-les-Thermes), Nicole DUCLAIR (Escoulis), Robert MARTIN (Estadens), Eric VERGE (Figarol), Jean-Pierre ESCAIG (Fougaron), Olivier LOUBET (Francazal), Jeannine REY (Ganties), Christophe DUFFAUT (Izaut-de-l'Hôtel), Max CHANET (Juzet-d'Izaut), Jean-Claude ROUBICHOU (Laffite-Toupière), Fréderic LAVAIL (Le Fréchet), Alain LASSERRE (Lestelle de Saint-Martory), Henri GOIZET (Mancioux), Marie-Christine GUALTER (Mane), Marielle CUGNO (Mane), Jean-Marc PEBE (Mane), Serge GHELARDINI (Marsoulas), Albert CIGAGNA (Mazères-sur-Salat), Pierre CAZENEUVE (Mazères-sur-Salat), Patrick CAPELLI (Milhas), Daniel WEISSBERG (Moncaup), Marie-Christine LLORENS (Montespan), Sylvie DUCHEIN (Montgaillard-de-Salies), Maryse MOURLAN (Montsaunès), Alain COLL (Portet d'Aspet), Martine REY (Roquefort-sur-Garonne), Raoul RASPEAU (Saint-Martory), Claudette ARJO (Saint-Martory), David GARDELLE (Saint-Martory), Jean-Pierre BARUTAUT (Saint-Médard), Gilles JUNQUET (Saleich), Sabine BASTIANELLI (Salies-du-Salat), Cécile MOLLE (Salies-du-Salat), Christophe BOUGIE (Salies-du-Salat), Patrick BISCARO (Salies-du-Salat), Sylvain JUNQUA (Sengouagnet), Vincent BOUE (Touille) et Véronique BUC (Urau).

Suppléants présents :

Ludovic LOZE (Castagnède), Laure TOMASETIG (His), Jean-François CIMOLINO (Proupiary), Joël HERNANDO (Rouède) et Annie DUZAC (Sepx).

Absents excusés et ayant donné procuration :

Patrick BARES (Aspet) a donné procuration à Laurent SANS, Gilles FAVAREL (Cabanac-Cazaux) a donné procuration à Sylvain JUNQUA, Jean-Benoît ABADIE (Cazaunous) a donné procuration à Patrick CAPELLI, Frédéric DAFFOS (Encausse-les-Thermes) a donné procuration à Jean-Louis PRADERE, Nathalie AUGUSTIN ROUCH (Herran) a donné procuration à Robert MARTIN, Jean-Pierre BARRERE (Razecueillé) a donné procuration à Marie-Christine LLORENS, Jean-Bernard PORTET (Roquefort-sur-Garonne) a donné procuration à Martine REY et Brigitte SEGARD (Soueich) a donné procuration à Maryse MOURLAN.

Absents excusés :

Martine CANAL (Castagnède), Henri RIBET (Castelbiague), Eric SAINT-MARTIN (His), Véronique MONTEGUT (Montastruc-de-Salies), Chantal NOMDEDEU (Proupiary), Martine VERGES (Rouède), Rémi BARBARESCO (Salies-du-Salat), Christine JULIEN (Sepx), Anaud BRANA (Cabanac-Cazaux), Pierre LACROUX (Cazaunous), Laurent MAFFRE (Herran), Josiane BARRERE (Razecueillé) et Fernand VIALA (Soueich).

* * *

L'an deux mille vingt-six et vingt-cinq juin, à vingt heures trente, le conseil communautaire, légalement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle du conseil communautaire de Mane, sous la présidence de Madame Marie-Christine LLORENS.

Etaient présents la majorité des membres en exercice.
Monsieur Albert CIGAGNA est désigné secrétaire de séance.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_11-DE

Monsieur Jean CAZES, vice-président en charge des ressources humaines, expose la nécessité de créer des postes.

Conformément à l'article L313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de cette même collectivité. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement de ses services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois.

Ainsi il est proposé la création de poste selon le tableau suivant :

Filière	Grade	Catégorie hiérarchique	Temps de travail	Nb de poste
Administratif	Adjoint administratif territorial	C1	21.5/35	1
	Attaché	Attaché, attaché principal	35/35	1
	Adjoint administratif territorial	C1 C2 C3	35/35	1
	Rédacteur territorial	Rédacteur territorial Rédacteur territorial ppal 2eme cl. Rédacteur territorial ppal. 1ere cl.	35/35	1

Dans chaque cas, la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emploi concerné.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ces emplois pourront être pourvus par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L332-8 2° du Code général de la fonction publique pour les emplois A, B ou C, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le Code général de la fonction publique.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans. A l'issue de cette période maximale de six ans, le contrat de l'agent ne pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Madame la Présidente est chargée de nommer les agents affectés à ces postes.

Suite à un débat contradictoire,
Vu l'article L313-1 du Code général de la fonction publique,
Vu les articles L332-8 et L332-9 du Code général de la fonction publique,
Considérant le tableau des emplois,
L'assemblée décide de :

- ADOPTER la proposition telle que présentée ci-dessus, avec une ouverture des postes à effet immédiat
- MODIFIER en conséquence le tableau des emplois
- INSCRIRE au budget les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondant aux emplois et aux grades ainsi créés

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,
Marie-Christine LLORENS

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture le :
Et publié ou notifié le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_12-DE

DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat
15, Avenue du Comminges
31260 Mane

Délibération n°2026-07-12

Nombre			
de membres en exercice 70	de membres présents 59 + 8 procurations	de suffrages exprimés Pour : 67 Contre : 0 Abstention : 0	Séance du : 25 juin 2026 Objet : Modification des quotités horaires

Titulaires présents :

Jean CAZES (Arbas), Nicolas RIFFET (Arbon), Michelle ROUX (Arguenos), Jean-Pierre VIALATTE (Arnaud-Guilhem), Laurent SANS (Aspet), Pascale MARASSE (Aspet), Dominique LASSERRE (Ausseing), Arlette BALLESTER (Auzas), Jean-Luc PICARD (Beauchalot), Isabelle ASO (Beauchalot), Raymond JOUBE (Belbèze-en-Comminges), Philippe SOUQUET (Cassagne), Joëlle GAILLARD (Cassagne), Gérard DENAT (Castillon-de-Saint-Martory), Lucie SENTENAC (Chein-Dessus), Jean-Luc AJAS (Couret), Jean-Louis PRADERE (Encausse-les-Thermes), Nicole DUCLAIR (Escoulis), Robert MARTIN (Estadens), Eric VERGE (Figarol), Jean-Pierre ESCAIG (Fougaron), Olivier LOUBET (Francazal), Jeannine REY (Ganties), Christophe DUFFAUT (Izaut-de-l'Hôtel), Max CHANET (Juzet-d'Izaut), Jean-Claude ROUBICHOU (Laffite-Toupière), Fréderic LAVAIL (Le Fréchet), Alain LASSERRE (Lestelle de Saint-Martory), Henri GOIZET (Mancioux), Marie-Christine GUALTER (Mane), Marielle CUGNO (Mane), Jean-Marc PEBE (Mane), Serge GHELARDINI (Marsoulas), Albert CIGAGNA (Mazères-sur-Salat), Pierre CAZENEUVE (Mazères-sur-Salat), Patrick CAPELLI (Milhas), Daniel WEISSBERG (Moncaup), Marie-Christine LLORENS (Montespan), Sylvie DUCHEIN (Montgaillard-de-Salies), Maryse MOURLAN (Montsaunès), Alain COLL (Portet d'Aspet), Martine REY (Roquefort-sur-Garonne), Raoul RASPEAU (Saint-Martory), Claudette ARJO (Saint-Martory), David GARDELLE (Saint-Martory), Jean-Pierre BARUTAUT (Saint-Médard), Gilles JUNQUET (Saleich), Sabine BASTIANELLI (Salies-du-Salat), Cécile MOLLE (Salies-du-Salat), Christophe BOUGIE (Salies-du-Salat), Patrick BISCARO (Salies-du-Salat), Sylvain JUNQUA (Sengouagnet), Vincent BOUE (Touille) et Véronique BUC (Urau).

Suppléants présents :

Ludovic LOZE (Castagnède), Laure TOMASETIG (His), Jean-François CIMOLINO (Proupiary), Joël HERNANDO (Rouède) et Annie DUZAC (Sepx).

Absents excusés et ayant donné procuration :

Patrick BARES (Aspet) a donné procuration à Laurent SANS, Gilles FAVAREL (Cabanac-Cazaux) a donné procuration à Sylvain JUNQUA, Jean-Benoît ABADIE (Cazaunous) a donné procuration à Patrick CAPELLI, Frédéric DAFFOS (Encausse-les-Thermes) a donné procuration à Jean-Louis PRADERE, Nathalie AUGUSTIN ROUCH (Herran) a donné procuration à Robert MARTIN, Jean-Pierre BARRERE (Razecueillé) a donné procuration à Marie-Christine LLORENS, Jean-Bernard PORTET (Roquefort-sur-Garonne) a donné procuration à Martine REY et Brigitte SEGARD (Soueich) a donné procuration à Maryse MOURLAN.

Absents excusés :

Martine CANAL (Castagnède), Henri RIBET (Castelbiague), Eric SAINT-MARTIN (His), Véronique MONTEGUT (Montastruc-de-Salies), Chantal NOMDEDEU (Proupiary), Martine VERGES (Rouède), Rémi BARBARESCO (Salies-du-Salat), Christine JULIEN (Sepx), Anaud BRANA (Cabanac-Cazaux), Pierre LACROUX (Cazaunous), Laurent MAFFRE (Herran), Josiane BARRERE (Razecueillé) et Fernand VIALA (Soueich).

* * *

L'an deux mille vingt-six et vingt-cinq juin, à vingt heures trente, le conseil communautaire, légalement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle du conseil communautaire de Mane, sous la présidence de Madame Marie-Christine LLORENS.

Etaient présents la majorité des membres en exercice.
Monsieur Albert CIGAGNA est désigné secrétaire de séance.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_12-DE

Monsieur Jean CAZES, vice-président en charge des ressources humaines, expose la nécessité de modifier la quotité horaire de l'infirmière pour la petite enfance, au regard de l'activité engendrée à Aspet depuis l'ouverture du multi-accueil en journée continue 5 jours /7.
Conformément à l'article L313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de cette même collectivité. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement de ses services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois.
Il est également rappelé que, dans le cadre de l'article L611-2, les règles relatives à la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixé par la collectivité.
Il est ainsi proposé un ajustement du temps de travail et du tableau des emplois pour mettre en adéquation les quotités horaires avec les besoins des services comme suit :

Filière	Grade	Catégorie hiérarchique	Temps de travail	Nb de poste
Médico-sociale	Infirmière territoriale en soins généraux	Infirmière en soins généraux	29/35	1

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emploi concerné.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ces emplois pourront être pourvus par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L332-8 2° du Code général de la fonction publique pour les emplois A, B ou C, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le Code général de la fonction publique.
Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans. A l'issue de cette période maximale de six ans, le contrat de l'agent ne pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Madame la Présidente est chargée de nommer les agents affectés à ces postes.

Suite à un débat contradictoire,

Vu l'article L313-1 du Code général de la fonction publique,
Vu les articles L611-2 du Code général de la fonction publique,
Considérant le tableau des emplois,

L'assemblée décide de :

- ADOPTER la proposition telle que présentée ci-dessus, avec une ouverture du poste à effet immédiat
- MODIFIER en conséquence le tableau des emplois
- INSCRIRE au budget les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondant à l'emploi et au grade ainsi créé

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,
Marie-Christine LLORENS

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture le :
Et publié ou notifié le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_13-DE

DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat
15, Avenue du Comminges
31260 Mane

Délibération n°2026-07-13

Nombre			
de membres en exercice 70	de membres présents 59 + 8 procurations	de suffrages exprimés Pour : 67 Contre : 0 Abstention : 0	Séance du : 25 juin 2026 Objet : Création d'emplois saisonniers

Titulaires présents :

Jean CAZES (Arbas), Nicolas RIFFET (Arbon), Michelle ROUX (Arguenos), Jean-Pierre VIALATTE (Arnaud-Guilhem), Laurent SANS (Aspet), Pascale MARASSE (Aspet), Dominique LASSERRE (Ausseing), Arlette BALLESTER (Auzas), Jean-Luc PICARD (Beauchalot), Isabelle ASO (Beauchalot), Raymond JOUBE (Belbèze-en-Comminges), Philippe SOUQUET (Cassagne), Joëlle GAILLARD (Cassagne), Gérard DENAT (Castillon-de-Saint-Martory), Lucie SENTENAC (Chein-Dessus), Jean-Luc AJAS (Couret), Jean-Louis PRADERE (Encausse-les-Thermes), Nicole DUCLAIR (Escoulis), Robert MARTIN (Estadens), Eric VERGE (Figarol), Jean-Pierre ESCAIG (Fougaron), Olivier LOUBET (Francazal), Jeannine REY (Ganties), Christophe DUFFAUT (Izaut-de-l'Hôtel), Max CHANET (Juzet-d'Izaut), Jean-Claude ROUBICHOU (Laffite-Toupière), Fréderic LAVAIL (Le Fréchet), Alain LASSERRE (Lestelle de Saint-Martory), Henri GOIZET (Mancioux), Marie-Christine GUALTER (Mane), Marielle CUGNO (Mane), Jean-Marc PEBE (Mane), Serge GHELARDINI (Marsoulas), Albert CIGAGNA (Mazères-sur-Salat), Pierre CAZENEUVE (Mazères-sur-Salat), Patrick CAPELLI (Milhas), Daniel WEISSBERG (Moncaup), Marie-Christine LLORENS (Montespan), Sylvie DUCHEIN (Montgaillard-de-Salies), Maryse MOURLAN (Montsaunès), Alain COLL (Portet d'Aspet), Martine REY (Roquefort-sur-Garonne), Raoul RASPEAU (Saint-Martory), Claudette ARJO (Saint-Martory), David GARDELLE (Saint-Martory), Jean-Pierre BARUTAUT (Saint-Médard), Gilles JUNQUET (Saleich), Sabine BASTIANELLI (Salies-du-Salat), Cécile MOLLE (Salies-du-Salat), Christophe BOUGIE (Salies-du-Salat), Patrick BISCARO (Salies-du-Salat), Sylvain JUNQUA (Sengouagnet), Vincent BOUE (Touille) et Véronique BUC (Urau).

Suppléants présents :

Ludovic LOZE (Castagnède), Laure TOMASETIG (His), Jean-François CIMOLINO (Proupiary), Joël HERNANDO (Rouède) et Annie DUZAC (Sepx).

Absents excusés et ayant donné procuration :

Patrick BARES (Aspet) a donné procuration à Laurent SANS, Gilles FAVAREL (Cabanac-Cazaux) a donné procuration à Sylvain JUNQUA, Jean-Benoît ABADIE (Cazaunous) a donné procuration à Patrick CAPELLI, Frédéric DAFFOS (Encausse-les-Thermes) a donné procuration à Jean-Louis PRADERE, Nathalie AUGUSTIN ROUCH (Herran) a donné procuration à Robert MARTIN, Jean-Pierre BARRERE (Razecueillé) a donné procuration à Marie-Christine LLORENS, Jean-Bernard PORTET (Roquefort-sur-Garonne) a donné procuration à Martine REY et Brigitte SEGARD (Soueich) a donné procuration à Maryse MOURLAN.

Absents excusés :

Martine CANAL (Castagnède), Henri RIBET (Castelbiague), Eric SAINT-MARTIN (His), Véronique MONTEGUT (Montastruc-de-Salies), Chantal NOMDEDEU (Proupiary), Martine VERGES (Rouède), Rémi BARBARESCO (Salies-du-Salat), Christine JULIEN (Sepx), Anaud BRANA (Cabanac-Cazaux), Pierre LACROUX (Cazaunous), Laurent MAFFRE (Herran), Josiane BARRERE (Razecueillé) et Fernand VIALA (Soueich).

* * *

L'an deux mille vingt-six et vingt-cinq juin, à vingt heures trente, le conseil communautaire, légalement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle du conseil communautaire de Mane, sous la présidence de Madame Marie-Christine LLORENS.

Etaient présents la majorité des membres en exercice.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_13-DE

Monsieur Albert CIGAGNA est désigné secrétaire de séance.

Monsieur Jean CAZES, vice-président en charge des ressources humaines, expose que pour faire face à certains besoins ponctuels, la Communauté de communes pourra être amenée à renforcer ses effectifs par la création d'emplois non permanents. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer ou mettre à jour l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Les collectivités locales peuvent ainsi recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents sur la base de l'article L332-23 2° du Code Général de la fonction publique, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité.
Ces emplois non permanents ne peuvent excéder 6 mois pendant une même période de 12 mois consécutive.
Ces postes seront ouverts chaque année du 1er mai au 31 octobre.

Il est proposé de recruter, dans ces conditions, selon le tableau suivant :

Nbre de postes	Grades	Fonctions	Temps de travail
13	Adjoint technique territorial, Adjoint technique principal 2ème cl., Adjoint technique principal 1ère cl.	Agent technique polyvalent, Agent d'entretien des espaces verts, Agent de collecte, Agent technique piscine (entretien des locaux, accueil et régie)	35 h hebdo
2	Educateur Territorial des activités physiques et sportives (ETAPS)	Surveillant de baignade	

Suite à un débat contradictoire,

Vu le Code général de la fonction publique et notamment l'article L.332-23 2°,
Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

L'assemblée décide de :

- ADOPTER la proposition de création d'emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité dans les conditions définies ci-dessus
- INSCRIRE au budget les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois ainsi créés.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,
Marie-Christine LLORENS

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture le :
Et publié ou notifié le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_14-DE

DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Du Conseil communautaire de la Communauté de communes Cagire Garonne Salat
15, Avenue du Comminges
31260 Mane

Délibération n°2026-07-14

Nombre			
de membres en exercice 70	de membres présents 59 + 8 procurations	de suffrages exprimés Pour : 67 Contre : 0 Abstention : 0	Séance du : 25 juin 2026 Objet : Modification du règlement de prise en charge des frais de déplacement

Titulaires présents :

Jean CAZES (Arbas), Nicolas RIFFET (Arbon), Michelle ROUX (Arguenos), Jean-Pierre VIALATTE (Arnaud-Guilhem), Laurent SANS (Aspet), Pascale MARASSE (Aspet), Dominique LASSERRE (Ausseing), Arlette BALLESTER (Auzas), Jean-Luc PICARD (Beauchalot), Isabelle ASO (Beauchalot), Raymond JOUBE (Belbèze-en-Comminges), Philippe SOUQUET (Cassagne), Joëlle GAILLARD (Cassagne), Gérard DENAT (Castillon-de-Saint-Martory), Lucie SENTENAC (Chein-Dessus), Jean-Luc AJAS (Couret), Jean-Louis PRADERE (Encausse-les-Thermes), Nicole DUCLAIR (Escoulis), Robert MARTIN (Estadens), Eric VERGE (Figarol), Jean-Pierre ESCAIG (Fougaron), Olivier LOUBET (Francazal), Jeannine REY (Ganties), Christophe DUFFAUT (Izaut-de-l'Hôtel), Max CHANET (Juzet-d'Izaut), Jean-Claude ROUBICHOU (Laffite-Toupière), Fréderic LAVAIL (Le Fréchet), Alain LASSERRE (Lestelle de Saint-Martory), Henri GOIZET (Mancioux), Marie-Christine GUALTER (Mane), Marielle CUGNO (Mane), Jean-Marc PEBE (Mane), Serge GHELARDINI (Marsoulas), Albert CIGAGNA (Mazères-sur-Salat), Pierre CAZENEUVE (Mazères-sur-Salat), Patrick CAPELLI (Milhas), Daniel WEISSBERG (Moncaup), Marie-Christine LLORENS (Montespan), Sylvie DUCHEIN (Montgaillard-de-Salies), Maryse MOURLAN (Montsaunès), Alain COLL (Portet d'Aspet), Martine REY (Roquefort-sur-Garonne), Raoul RASPEAU (Saint-Martory), Claudette ARJO (Saint-Martory), David GARDELLE (Saint-Martory), Jean-Pierre BARUTAUT (Saint-Médard), Gilles JUNQUET (Saleich), Sabine BASTIANELLI (Salies-du-Salat), Cécile MOLLE (Salies-du-Salat), Christophe BOUGIE (Salies-du-Salat), Patrick BISCARO (Salies-du-Salat), Sylvain JUNQUA (Sengouagnet), Vincent BOUE (Touille) et Véronique BUC (Urau).

Suppléants présents :

Ludovic LOZE (Castagnède), Laure TOMASETIG (His), Jean-François CIMOLINO (Proupiary), Joël HERNANDO (Rouède) et Annie DUZAC (Sepx).

Absents excusés et ayant donné procuration :

Patrick BARES (Aspet) a donné procuration à Laurent SANS, Gilles FAVAREL (Cabanac-Cazaux) a donné procuration à Sylvain JUNQUA, Jean-Benoît ABADIE (Cazaunous) a donné procuration à Patrick CAPELLI, Frédéric DAFFOS (Encausse-les-Thermes) a donné procuration à Jean-Louis PRADERE, Nathalie AUGUSTIN ROUCH (Herran) a donné procuration à Robert MARTIN, Jean-Pierre BARRERE (Razecueillé) a donné procuration à Marie-Christine LLORENS, Jean-Bernard PORTET (Roquefort-sur-Garonne) a donné procuration à Martine REY et Brigitte SEGARD (Soueich) a donné procuration à Maryse MOURLAN.

Absents excusés :

Martine CANAL (Castagnède), Henri RIBET (Castelbiague), Eric SAINT-MARTIN (His), Véronique MONTEGUT (Montastruc-de-Salies), Chantal NOMDEDEU (Proupiary), Martine VERGES (Rouède), Rémi BARBARESCO (Salies-du-Salat), Christine JULIEN (Sepx), Anaud BRANA (Cabanac-Cazaux), Pierre LACROUX (Cazaunous), Laurent MAFFRE (Herran), Josiane BARRERE (Razecueillé) et Fernand VIALA (Soueich).

* * *

L'an deux mille vingt-six et vingt-cinq juin, à vingt heures trente, le conseil communautaire, légalement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-six, s'est réuni à la salle du conseil communautaire de Mane, sous la présidence de Madame Marie-Christine LLORENS.

Etaient présents la majorité des membres en exercice.
Monsieur Albert CIGAGNA est désigné secrétaire de séance.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_14-DE

Monsieur Jean CAZES, vice-président en charge des ressources humaines, propose de mettre à jour, au regard des évolutions règlementaires, les règles de remboursement des frais de déplacement pour les agents de la communauté de communes, et suite à l'avis favorable du CST en date du 13 mai 2026.

Les règles de remboursement sont édictées selon les conditions suivantes :

Article 1 :

Les bénéficiaires de la prise en charge, par la communauté de communes, des frais de déplacements temporaires sont :

- Tous les agents en activité de la collectivité amenés à effectuer des déplacements pour l'exercice de leurs missions, de leurs formations ainsi que dans le cadre d'un stage ;
- Les agents ou personnes apportant, par une mission qui leur est confiée, leur concours à la collectivité, dans le cadre de commissions, conseils, bureaux, etc.

Article 2 :

Le bénéficiaire qui se déplace pour l'exécution de son service, d'une mission ou d'un stage, hors de sa résidence administrative (territoire de la collectivité sur lequel se situe le service où l'agent est affecté) et familiale (le territoire de la commune où se situe le domicile de l'agent), doit être muni d'un ordre de mission, préalablement signé par l'autorité territoriale ou toute personne ayant reçu délégation.
Cet ordre de mission peut avoir une durée limitée à 12 mois.
Dans le cadre d'un déplacement pour formation, l'agent devra être muni de sa convocation qui fera office d'ordre de mission.

Article 3 :

Les situations et la nature des frais engagés occasionnés par les déplacements temporaires des personnels ouvrant droit au remboursement par la collectivité sont définies comme suit :

Situations	Frais pris en charge		
	Transport	Repas	Hébergement
Formation d'intégration	Oui (sauf pour les catégories A prise en charge par les INSET)	Oui	Oui
Formation de professionnalisation (au 1er emploi, tout au long de la carrière, prise de poste à responsabilité)	Oui (sur les Kms non pris en charge par le CNFPT)	Oui	Oui
Formation de perfectionnement CNFPT	Oui (sur les Kms non pris en charge par le CNFPT)	Oui	Oui
Formation de perfectionnement hors CNFPT	Oui	Oui	Oui
Préparation au concours	Non	Oui	Non
Présentation à un concours/examen prof de la FPT (dans la limite de 2 par an) Organisé en Ile de France	Oui (à l'épreuve d'admission – oral)	Non	Non
Présentation à un concours/examen prof de la FPT (dans la limite de 2 par an) Exclusivement organisé en Province	Oui (à l'épreuve d'admission – oral)	Non	Non
Formation personnelle diplômante	Non	Non	Non
Accompagnement VAE	Non	Non	Non
Congé de formation professionnelle	Non	Non	Non
Bilan Repères	Oui (si reclassement professionnel)	Non	Non
Formation réalisée en INTRA	Non	Oui	Non

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_14-DE

Mission	Oui	Oui	Oui

Article 4 :

Les montants et les modalités de remboursements des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels sont fixés comme suit :

Article 4.1 : Les frais de transport

Dans le cadre d'une démarche de développement durable, de maîtrise des coûts, la priorité est donnée à l'utilisation des véhicules de service de la collectivité.
Dans tous les cas, le covoiturage sera privilégié si plusieurs agents de la collectivité se rendent au même endroit, les mêmes jours.

L'utilisation du véhicule personnel doit être la solution de dernier recours et l'utilisateur devra présenter une police d'assurance attestant la couverture des déplacements à des fins professionnelles.

En cas d'utilisation d'un véhicule de service, le bénéficiaire devra respecter la charte d'utilisation des véhicules de la collectivité.

Dans tous les cas, la personne pourra être remboursée des frais d'utilisation des parcs de stationnement et de péage d'autoroute, sur présentation d'un justificatif de paiement.

Même en arrêt de travail, il convient d'indemniser les agents des frais de déplacement pour les examens médicaux demandés par la collectivité. Lorsque l'agent part directement de sa résidence familiale, la collectivité doit l'indemniser de la totalité de son trajet jusqu'au lieu d'examen, dans la mesure où l'autorité territoriale procède à la convocation de l'agent devant un expert.

En revanche, quand le choix du professionnel de santé revient à l'agent, l'agent doit établir que son état de santé rend indispensable le choix d'un médecin éloigné de son domicile.

Article 4.2 : Les tarifs

Puissance fiscale du véhicule	Jusqu'à 2 000 km	de 2 001 km à 10 000 km	Après 10 000 km
5 cv et moins	0.32 €	0.40 €	0.23 €
6 et 7 cv	0.41 €	0.51 €	0.30 €
8 cv et plus	0.45 €	0.55€	0.32 €

Dans le cas de l'utilisation d'un 2 roues (ou 3 roues), le montant de l'indemnité kilométrique est le suivant :

- **0,15 €** pour une cylindrée supérieure à 125 cm³
- **0,12 €** pour un autre véhicule.

Le montant mensuel des indemnités kilométriques ne pourra être inférieur à la somme forfaitaire de 10€.

En cas de déplacement en transport en commun, le remboursement de l'abonnement qu'il soit annuel, mensuel ou hebdomadaire se fera sur présentation d'un justificatif de paiement sur la base du tarif de transport public de voyageurs le moins cher dans la limite de ¾ du tarif sans dépasser un montant plafond mensuel de prise en charge 104.04€.

Il existe une disposition spécifique pour les véhicules électriques dont la puissance fiscale est égale à 0, le taux de remboursement appliqué est celui réservé aux véhicules de 5 CV et moins.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_14-DE

En cas d'utilisation d'un véhicule de service, le remboursement interviendra sur production des justificatifs de paiement de carburant.

Les taux de remboursement des frais de transport kilométriques du présent article étant conformes aux taux de l'arrêté du 03 juillet 2006 modifié, en cas modification de ces derniers, les présents taux évolueront de manière similaire sans modification de la présente délibération.

Article 4.3 : Les frais d'hébergement

Le remboursement des frais d'hébergement sera réalisé à hauteur des frais effectivement engagés par l'agent, sur production des justificatifs de paiement, dans la limite d'une base forfaitaire (comprenant la nuitée et le petit-déjeuner) comme suit :

	France métropolitaine		
	Taux de base	Grandes villes (+de 200 000 hab.) et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris
Hébergement	90€	120€	140€
Déjeuner	20€	20€	20€
Dîner	20€	20€	20€

Pour l'application de ces taux, sont considérées comme grandes villes, les communes dont la population légale est égale à ou supérieure à 200 000 habitants.
Les communes de la métropole du Grand Paris sont les communes reprises à l'article 1er du décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 susvisé, à l'exception de la commune de Paris.

Il est précisé que le taux de remboursement des frais d'hébergement est porté, dans tous les cas, à 150 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Les taux de remboursement des frais d'hébergement du présent article étant conformes aux taux de l'arrêté du 20 septembre 2023, en cas modification de ces derniers, les présents taux évolueront de manière similaire sans modification de la présente délibération.

Les hébergements se font, de préférence, à l'hôtel, en chambre simple, avec petit déjeuner. Celui-ci est pris en charge, lorsqu'il n'est pas compris dans le prix de la réservation. L'hébergement peut également s'effectuer en chambre d'hôte, en gîte.

Article 4.4 : Les frais de repas

Le remboursement des frais de repas sera réalisé à hauteur des frais effectivement engagés par l'agent, sur présentation d'un justificatif individuel de paiement, dans la limite d'une base forfaitaire de 20€ par repas, si les repas ne sont pas fournis au bénéficiaire gratuitement.
Le remboursement est effectué sur présentation d'un justificatif (facture détaillée).

Si l'agent est sur sa résidence administrative ou sa résidence personnelle pendant les heures de repas, aucun remboursement ne lui sera octroyé.

Les taux de remboursement des frais de repas du présent article étant conformes aux taux de l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé, en cas modification de ces derniers, le présent taux évoluera de manière similaire sans modification de la présente délibération.

Article 5 :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget de l'exercice correspondant.

Suite à un débat contradictoire,

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 031-200073146-20260625-2026_07_14-DE

Vu la délibération n°2021-05-08 en date du 27 mai 2021 portant approbation des modalités de remboursement des frais de déplacement,
Vu la délibération n°2025-05-18 en date du 18 septembre 2025 portant approbation des modifications du règlement de prise en charge des frais de déplacement,

L'assemblée décide de :

- VALIDER le règlement de prise en charge des frais de déplacement ainsi modifié et tel que présenté

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

La Présidente,
Marie-Christine LLORENS

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture le :
Et publié ou notifié le :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.